

XIII ème COLLOQUE DE L'ADDES

(Association pour le Développement de
la Documentation sur l'Economie Sociale)

Paris, le 18 Novembre 1997

NOUVELLES DIMENSIONS DE L'ECONOMIE SOCIALE

**LE RENOUVEAU DU DISPOSITIF STATISTIQUE
FRANCAIS SUR L'EMPLOI:**

**PREMIERS ENSEIGNEMENTS CONCERNANT
L'ECONOMIE SOCIALE**

**Philippe KAMINSKI
INSEE**

18 Novembre 1997
XIIIème colloque de l'ADDES

**Le renouveau du dispositif statistique français sur l'emploi :
premiers enseignements concernant l'Économie Sociale**

Philippe KAMINSKI
I.N.S.E.E.
Division Emploi
Achevé le 31/10/97

| | |
|--|---------------|
| Bilan d'ensemble | Page 2 |
| Lexique | Page 3 |
| 1 - Entre les "vrais emplois" et les "petits boulots" : | |
| 11 - Emploi et société : l'enjeu des investissements statistiques | Page 4 |
| 12 - La Déclaration annuelle de Données Sociales (DADS) | Page 5 |
| 13 - Illustration des écarts entre les différents concepts d'emploi | Page 6 |
| 2 - Des nomenclatures spécifiques pour décrire l'emploi dans l'économie sociale : | |
| 21 - Généralités sur les nomenclatures | Page 11 |
| 22 - La forme juridique | Page 12 |
| 23 - L'activité économique | Page 15 |
| 24 - Classification synthétique de l'économie sociale et de ses marges | Page 18 |
| 3 - Synthèse des résultats | |
| Commentaire d'ensemble | Page 21 |
| Tableau général de l'emploi dans l'économie sociale..... | Page 22 |
| 4 - Tableaux détaillés : | |
| Notes d'accompagnement | Page 23 |
| Tableaux proprement dits..... | Page 30 |
| Annexes : | |
| 1 - Tableau brut croisant formes juridiques et activités | Page 54 |
| 2 - Compléments d'information sur les DADS | Page 55 |
| 3 - Définition du filtre | Page 59 |

Bilan d'ensemble

En 1980, voici plus de 17 ans déjà, je livrais à la curiosité du CNLAMCA les premiers comptages d'emploi dans l'économie sociale établis à partir du répertoire SIRENE. Il y avait toutes les bonnes raisons d'attirer l'attention des utilisateurs sur la fragilité de ces chiffres, et cependant ils se sont imposés comme vérité incontournable. Il n'a guère été possible de faire significativement mieux depuis ; tout au plus pouvait-on refaire périodiquement la même opération. Mais, la qualité du répertoire s'étant fortement améliorée au fil du temps, il n'était pas possible d'interpréter les évolutions constatées, car elles pouvaient aussi bien refléter de véritables mouvements d'emploi qu'enregistrer les progrès de la couverture des associations.

Aujourd'hui, grâce aux importants investissements réalisés par l'INSEE au cours de ces dernières années, nous sommes enfin en mesure de franchir une nouvelle étape et de disposer d'instruments d'observation à la hauteur des enjeux. Ou plutôt, nous le serons très bientôt, car les résultats que nous présentons à ce XIIIème colloque de l'ADDES restent encore partiels. Au moins pouvons-nous clairement préciser les concepts utilisés, et donner en avant-première quelques résultats sur des grandeurs jusqu'ici inaccessibles à l'observation.

En 17 ans, la coopération agricole s'est significativement vidée de sa substance et de ses emplois au profit de filiales non coopératives, et ce mouvement se poursuit continûment. Les entreprises d'économie sociale des secteurs concurrentiels, notamment les banques et les assurances mutuelles, ont certes conforté leurs parts de marché, mais elles ont du pour cela améliorer considérablement leur productivité et, comme les autres, réduire leurs effectifs ou au mieux les stabiliser. Restent les associations, sur lesquelles on a beaucoup écrit, beaucoup disserté, et que l'on place de nouveau en première ligne pour le "plan emploi jeunes".

Les associations ont vu leur nombre exploser, mais combien ont-elles créé d'emplois, et quels emplois ? Nous n'apportons pas à ces questions une réponse unique, mais une pluralité de réponses, à mesure de la complexité du problème posé. Si l'on additionne les effectifs déclarés par toutes les associations employeurs, on atteint un chiffre impressionnant de 1.616.000... et si on se limite aux personnes dont l'employeur principal est une association, et dont le salaire mensuel y est au moins de 5000 Francs, il y en a 575.000. L'incertitude entre ces deux chiffres est de plus d'un million ! Elle est le reflet de la précarité, de l'insertion, des contrats aidés et des petits boulots, toutes choses qu'il est difficile d'assimiler à de véritables emplois. Notre ambition, dans les pages qui suivent, est d'éclairer, objectivement, ces phénomènes qui prennent tant d'importance aujourd'hui.

Philippe KAMINSKI

Un lexique, en guise d'introduction...

Il arrive fréquemment que le statisticien éprouve des difficultés à se faire comprendre de son public. De son côté, l'utilisateur de chiffres a souvent du mal à décrypter les explications techniques qui lui sont fournies. On peut distinguer deux causes bien différentes à cet état de choses : d'une part le souci, souvent poussé jusqu'à l'extrême, de multiplier les mises en garde contre toutes les causes possibles de biais ou d'erreurs d'interprétation, qui peut donner l'impression désagréable qu'aucun résultat n'est assez fiable pour être pris en compte, et d'autre part l'utilisation d'un jargon, certes précis et adapté, mais peu accessible au profane. Nous ne ferons que peu de concessions sur le premier point, tant la matière est fragile et sensible ; que le lecteur veuille bien nous en excuser par avance... En revanche, nous espérons réduire, par les quelques définitions rassemblées à la page suivante, le handicap du langage.

| | |
|------------------|---|
| APEN | Activité principale d'une entreprise. |
| APET | Activité principale d'un établissement. Lorsque le siège social constitue un établissement autonome, il sera classé dans l'activité tertiaire "Administration d'entreprises", ce qui rend souvent malaisée la lecture de tableaux construits sur l'APET. |
| Entreprise | Unité juridique élémentaire. Dans les activités non marchandes, ou dans certaines formes d'activités marchandes comme la franchise ou les coopératives d'entrepreneurs, la notion d'entreprise est quelquefois mal adaptée à la description de réalités qui n'ont pas clairement d'unité à la fois comptable, fiscale et décisionnelle. |
| Etablissement | Unité déclarative élémentaire, correspondant à une adresse physique. Chaque entreprise compte, en principe, autant d'établissements qu'elle a d'implantations physiques (bureaux, usines, entrepôts...) sises à des adresses différentes. Certaines structures associatives fédérales sont immatriculées selon le principe entreprise/établissement ; dans d'autres cas, chaque unité est une entreprise à part entière. |
| Filtre | Ensemble de critères permettant de faire l'hypothèse qu'un poste de travail correspond à un emploi réel et non à une activité annexe ou occasionnelle. |
| Groupe | Ensemble regroupant les entreprises dont le capital est contrôlé directement ou indirectement par une entreprise mère dite tête de groupe. Tout comme le lien de subordination de l'établissement à l'entreprise, le lien de subordination de l'entreprise au groupe n'est pas toujours adapté à la description de l'économie sociale, de ses regroupements et fédérations. |
| NAF | Nomenclature d'activités française : nom de la nomenclature détaillée d'activités économiques actuellement en usage. La NAF contient environ 700 rubriques, chacune possédant un code formé de 3 chiffres et une lettre. |
| NES | Nomenclature économique de synthèse, obtenue par un regroupement de la NAF, utilisée (entre autres) pour les études sur l'emploi. La NES existe à différents niveaux emboîtés : on parle ainsi de NES85 ou de NES36. |
| NIC | Numéro d'identification associé à chaque établissement, dans une entreprise donnée. Le NIC se compose de 5 chiffres : les quatre premiers forment un numéro d'ordre, le dernier étant une clef de contrôle. |
| NIR, ou NNI | Numéro d'immatriculation au répertoire des personnes physiques géré par l'INSEE, généralement appelé "numéro de sécurité sociale". |
| Poste de travail | Unité d'emploi qui réunit l'ensemble des rémunérations perçues pendant un exercice comptable par une personne donnée dans un établissement donné. |
| SIREN | Numéro d'identification associé à chaque entreprise. Le SIREN se compose de 9 chiffres, le dernier étant une clef de contrôle. Ces chiffres n'ont aucune signification particulière, sauf pour le secteur public : dans ce cas le premier chiffre est 1 ou 2, et le second précise la catégorie considérée. Par exemple, le SIREN des communes commence par 21. |
| SIRENE | Répertoire national des entreprises et des établissements, où chaque SIREN est associé à une activité (APEN) et à une forme juridique. |
| SIRET | Numéro d'identification associé à chaque établissement. Le SIRET compte 14 chiffres, obtenus par juxtaposition du SIREN et du NIC. |
| Validité | Dans le jargon de l'exploitation des DADS, désigne l'année traitée, c'est à dire l'exercice comptable faisant l'objet de la déclaration. |

1 - Entre les "vrais emplois" et les "petits boulots"

11 - Emploi et société : l'enjeu des investissements statistiques

Mesurer le niveau de l'emploi, dans une activité ou dans une région donnée, évaluer les variations de ce niveau au cours du temps, sont des opérations moins triviales qu'il n'y paraît de prime abord. Le terme d'emploi est en effet utilisé dans le langage courant pour désigner indifféremment *une réalité économique*, à savoir l'utilisation du facteur travail par les entreprises ou par le système productif en général, et *une réalité sociale*, à savoir l'effectif de la population active occupée. Ces deux notions ne s'expriment pas dans les mêmes unités de mesure et n'ont aucune raison de s'ajuster simplement l'une à l'autre. De plus, chacune d'entre elles peut se décliner selon une large variété d'acceptions particulières.

Selon qu'il utilisera des déclarations d'employeurs ou des enquêtes réalisées auprès des ménages, l'économiste manipulera des grandeurs de nature très différente : d'un côté des *postes de travail* offerts, voire de lignes élémentaires de rémunération dont certaines, du fait des lois sociales, peuvent ne pas correspondre directement à un travail salarié effectif, de l'autre côté des *personnes en emploi*, retirant du fruit de leur travail des ressources suffisantes pour assurer leur existence, et pouvant cumuler plusieurs rémunération d'origines différentes.

Chaque jour, l'emploi fait l'actualité de la presse, nationale comme régionale, et chacun, qu'il soit simple lecteur, journaliste, élu local ou chef d'entreprise, semble se satisfaire d'une information univoque, telle que :

- 200 emplois ont été créés depuis l'ouverture d'une nouvelle zone d'activités ;
- la fermeture de tel établissement ne se traduira par aucun licenciement sec ;
- l'ouverture d'un port de plaisance va créer 40 emplois directs ou indirects sur la commune...

Mais de quels emplois s'agit-il, et quel sens au juste a le mot "emploi" dans ces exemples tirés de l'actualité quotidienne ? Dans une société gangrenée par la hantise du chômage, les doutes méthodologiques du statisticien ont peu de chances d'être entendus par les échetiers de nos quotidiens. Néanmoins, tout le monde comprendra sans difficulté qu'un emploi précaire, intermittent, mal payé et à quart de temps ne vaut pas un emploi de cadre dans la fonction publique ou que lorsqu'une entreprise déplace ses ateliers pour bénéficier d'un taux de taxe professionnelle plus avantageux, les emplois "créés" ici ont été perdus ailleurs. Les instruments de mesure de l'emploi se doivent d'éclairer ces questions, de lever les ambiguïtés, de permettre à chacun d'y voir clair.

Ceci n'était pas vraiment nécessaire à l'époque de la croissance et du plein emploi. Certes, la précarité, la mobilité ne constituent pas des phénomènes récents ; au début des années 1970, les déclarations annuelles de salaires contenaient un volume considérable de "petits boulots". Mais on n'éprouvait pas le besoin d'en tenir compte dans la statistique.

Il ne s'agissait que de marges, d'états transitoires ; le nombre de postes de travail offerts par le système productif correspondait grosso modo à la population active. Aujourd'hui, les périodes d'emploi de courte durée ou de courte intensité constituent souvent, hélas, ce qu'un demandeur d'emploi est obligé d'accepter, faute de mieux. Le temps partiel est de plus en plus souvent subi, et de moins en moins le résultat d'un arrangement voulu.

De plus en plus de personnes ne peuvent compter, pour s'assurer un revenu, que sur des emplois saisonniers ou intermittents. Parallèlement, de nombreux salariés cumulent deux emplois simultanément, voire davantage : on rencontre le cas de professionnels du spectacle liés par plus de 10, voire plus de 20 contrats sur des périodes qui se chevauchent.

Dans ces conditions, l'emploi perçu par les entreprises (nombre de postes offerts, nombre d'heures travaillées, nombre de contrats...) diverge de plus en plus de l'emploi perçu par les personnes. Il est par ailleurs de plus en plus hasardeux de ne voir dans l'emploi qu'une sorte d'image en négatif du chômage, surtout si on décline ces deux grandeurs à un niveau fin, qu'il s'agisse de zones géographique ou de qualifications.

Décrire l'emploi dans toute sa complexité constituée, cela va sans dire, un objectif majeur pour la production statistique. Mais les enjeux du développement de nos instruments de connaissance ne se réduisent pas à leur dimension scientifique : de leur aboutissement dépend la mise à disposition, auprès de chacun des partenaires agissant pour le développement de l'emploi, dans les branches d'activité, dans les communes ou dans les régions, d'une information économique et sociale adaptée aux besoins de notre société.

S'agissant de l'économie sociale et plus particulièrement des associations, ces enjeux prennent une double signification, d'une part parce que les emplois multiples et de faible intensité y sont particulièrement nombreux, et d'autre part parce que les pouvoirs publics entendent en faire le cadre juridique privilégié pour les emplois d'insertion et autres formules intermédiaires dont l'observation statistique est délicate.

12 - La Déclaration annuelle de Données Sociales (DADS)

Pour répondre à la demande sociale, mais aussi pour anticiper sur celle-ci et pour adapter son offre d'information à la complexité croissante de la mesure de l'emploi, le système statistique public, et en particulier l'INSEE, a entrepris récemment plusieurs opérations massives de refonte de ses instruments d'observation. Certaines, comme la future génération des enquêtes annuelles sur l'emploi, ne porteront leurs fruits qu'au prochain siècle. D'autres, comme la nouvelle exploitation exhaustive des DADS (Déclarations Annuelles de Données Sociales), sont d'ores et déjà en passe d'atteindre leur vitesse de croisière.

On trouvera en annexe une description détaillée de ce que sont les DADS. Pour nous limiter à l'essentiel, la DADS est un document administratif rempli par tout employeur, à la seule exception de la fonction publique d'Etat, des agriculteurs exploitants et des particuliers, qui contient toutes les informations relatives au personnel employé et aux salaires versés.

La mobilisation des DADS à des fins statistiques est déjà ancienne, mais ce n'est que depuis l'exercice 1993 qu'elle est exhaustive. La masse de données ainsi rendue accessible est d'une taille impressionnante : plus de 25 millions de lignes correspondant chacune à un poste de travail, c'est à dire au passage d'un salarié donné dans un établissement donné.

Pour l'heure, cette source n'a pas encore donné sa pleine mesure, et les perspectives ouvertes par son utilisation intensive sont riches et variées ; elles vont bien au-delà d'un simple décompte de l'emploi ou d'un simple calcul de niveau de salaire moyen.

A l'exception des GAEC, dont l'appartenance au monde coopératif peut être discutée, l'ensemble des employeurs de l'économie sociale sont inclus dans le champ des DADS. Nous disposons donc d'une information détaillée et exhaustive sur toutes les personnes qui ont reçu une rémunération, ne serait-ce que pour une heure de travail, de la part d'une entreprise de l'économie sociale, ainsi que sur les autres activités salariées que ces personnes ont pu exercer au cours de la même année. Nous avons là un réservoir quasiment inépuisable d'études, aussi bien monographiques que synthétiques ou comparatives.

Les résultats et les analyses que nous présentons à l'occasion du XIIIème colloque de l'ADDES, qui sont tous issus de l'exploitation des DADS relatifs à l'année 1995, ne constituent qu'une première utilisation de la nouvelle génération des DADS en vue d'accroître notre connaissance de l'emploi dans l'économie sociale ; les pistes de travail ne sont pour l'instant qu'esquissées, et de nouvelles avancées ne manqueront pas de suivre.

Nous avons utilisé deux types d'informations : d'une part un fichier des établissements employeurs, contenant divers indicateurs sur la somme des effectifs employés, d'autre part un échantillon national de postes de travail, permettant de dresser, sur environ 700000 salariés, un état complet des leurs périodes de travail réalisées au cours de l'année, chez un ou chez plusieurs employeurs. Ultérieurement, il sera possible de rééditer ce type d'exploitation sur un fichier exhaustif, ce qui permettra d'obtenir des résultats régionaux, voire départementaux.

13 - Illustration des écarts entre les différents concepts d'emploi

Considérons, pour simplifier, qu'il n'existe dans l'économie que des emplois salariés, et que tous les employeurs remplissent une DADS. La variable la plus simple qui figure sur ce document est le nombre de contrats de travail actifs au 31-12 : nous l'appellerons EFFTOT.

Parallèlement, les personnes résidant sur le territoire sont périodiquement recensées et, à cette occasion, il leur est demandé si elles occupent ou non un emploi salarié. Toujours pour simplifier, supposons que le recensement soit également effectué un 31 Décembre, et appelons EFFRP le nombre d'emplois ainsi dénombrés.

Pour que EFFTOT et EFFRP soient identiques, il faut réunir deux conditions :

- chaque personne ne peut avoir qu'un seul contrat de travail actif à la date choisie (dans le cas contraire, elle serait comptée plusieurs fois) ;
- chaque personne liée par un contrat de travail doit se déclarer à l'agent recenseur comme salariée, et ne pas privilégier un autre statut.

Or la proportion des salariés qui ont reçu, au moins pendant un mois de l'année en cours, deux bulletins de paye différents dépasse aujourd'hui 6%, auxquels il faut ajouter 2 à 3% de salariés qui ont simultanément trois employeurs ou davantage. Par ailleurs il existe de nombreux cas où la seconde condition n'est pas remplie : ainsi un étudiant travaillant le soir comme livreur de pizzas se définira comme étudiant, non comme salarié. De même, les retraités exerçant une activité d'appoint se présenteront comme retraités, non comme actifs. On voit donc que, plus il y a dans l'économie de "petits boulots", et plus EFFTOT et EFFRP risquent d'être différents.

On peut essayer de "filtrer" les déclarations des employeurs, pour en éliminer les plus petits des petits boulots, dont on estimera qu'ils ne peuvent constituer une activité principale, et qu'ils ne peuvent être imputés qu'à des personnes soit déjà salariées ailleurs, soit se considérant comme inactives. Cela revient à sélectionner dans EFFTOT, selon des critères d'intensité du travail et de niveau de la rémunération, un volume d'emploi qu'on supposera plus proche de la grandeur EFFRP, et que nous appellerons EFFCOR. L'intérêt de cette démarche réside dans le fait qu'un recensement se fait tous les sept ou huit ans, alors que les déclarations des employeurs sont annuelles : on peut donc ainsi approcher, mais seulement approcher, un emploi au sens des personnes à partir d'un emploi au sens des entreprises.

Il est clair que tout se joue dans la définition du filtre. Si celui-ci est très sélectif, on ne gardera que des "vrais" emplois ; mais on risque d'éliminer des emplois précaires qui constituent cependant ce dont de nombreux salariés doivent, hélas pour eux, se contenter dans la conjoncture actuelle. Si au contraire on est indulgent, de façon à conserver dans le périmètre de l'emploi des personnes aux contrats intermittents ou à temps très partiel, on y inclura aussi nombre de doubles comptes.

De plus, l'effet d'une même définition du filtre pourra être d'une ampleur très différente selon les catégories d'emploi considérées. La solution EFFCOR a le mérite d'être aisée à mettre en oeuvre, mais, pour intéressante qu'elle soit, elle ne répond qu'imparfaitement au souhait de corriger EFFTOT pour le rapprocher de EFFRP.

Pour ce faire, il faut aller plus loin et s'efforcer de reconstituer, à partir des informations contenues dans les DADS, une image virtuelle de ce que serait un recensement effectué à la même date. Ceci devient possible si l'on a les moyens de rassembler, au sein de l'ensemble des déclarations des employeurs, toutes les informations relatives à la même personne.

Voyons sur un cas d'école comment les choses peuvent se passer. Nous limiterons pour simplifier la description de chaque poste de travail aux dates de début et de fin d'emploi, au nombre d'heures travaillées pendant cette période, au secteur d'activité économique et à la zone géographique concernée.

Le schéma de la page suivante décrit le contenu des différentes lignes de la DADS d'une société fictive que nous nommerons PGESTEL, qui est spécialisée dans la fabrication de concepts d'emploi, ce qui la fait appartenir à la branche 732Z (recherche et développement en sciences molles). Pour l'année qui nous intéresse et pour son établissement de production situé à Sophia Antipolis (zone d'emploi 9331 / Cannes-Antibes), elle aura rempli 12 lignes DADS, dont 8 correspondent à des emplois actifs au 31 Décembre.

Ces 12 lignes sont complétées par d'autres, provenant des employeurs auxquels les salariés de PGESTEL sont liés par ailleurs.

La variable EFFTOT sera donc égale à 8, répartie en 4 emplois à temps complet et 4 emplois à temps partiel, l'usage voulant qu'un emploi soit considéré à temps complet dès lors qu'il correspond à au moins 80% de l'horaire légal. Sur l'ensemble des lignes ici dessinées ici et concernant quatre sociétés, EFFTOT prendra la valeur 11, dont trois doubles comptes.

| | |
|---------------|-----------------------|
| FILMESTEL | 12 mois - 1825 heures |
| PAGESTEL - 1 | 8 mois - 1440 heures |
| PAGESTEL - 2 | 6 mois - 500 heures |
| PAGESTEL - 3 | 6 mois - 1200 heures |
| PAGESTEL - 4 | 10 mois - 1690 heures |
| PAGESTEL - 5 | 4 mois - 200 heures |
| PAGESTEL - 6 | 4 mois - 680 heures |
| PAGESTEL - 7 | 8 mois - 1440 heures |
| PAGESTEL - 8 | 12 mois - 1020 heures |
| PAGESTEL - 9 | 12 mois - 1500 heures |
| PAGESTEL - 10 | 12 mois - 2028 heures |
| PAGESTEL - 11 | 12 mois - 2028 heures |
| PAGESTEL - 12 | 12 mois - 144 heures |
| ESTELOSCOPE | 12 mois - 1800 heures |
| EDUCESTEL | 4 mois - 240 heures |

Constatant que la 12ème ligne ne compte que 144 heures salariées pour une période d'emploi de 12 mois, le statisticien lui refusera le bénéfice du filtre. La variable EFFCOR sera donc égale à 7, répartie en 4 emplois à temps complet et 3 emplois à temps partiel.

Cherchons maintenant à débusquer les doubles comptes. On remarquera tout d'abord que la personne décrite sur la 5ème ligne, rentrée dans la société le 1er Septembre, occupe également un emploi permanent à temps plein (90% de l'horaire légal) dans la société FILMESTEL localisée face au Palais des festivals à Cannes, qui fait de la production de films publicitaires (NAF 921B). L'occupation principale de cette personne est certes localisée dans la même zone que la société PAGESTEL, mais elle relève d'une activité différente.

Ensuite, il apparaît que la personne décrite sur la 9ème ligne, qui est codifiée en temps partiel puisque 1500 heures sur un an font moins de 80% de l'horaire légal, exerce également un emploi de formateur, depuis le 1er Septembre, dans la société EDUCESTEL (NAF 804C) située à Nice (zone d'emploi 9333), et qu'elle y a assuré 240 heures de service sur quatre mois. Elle aura donc travaillé, sur cette période se terminant au 31 Décembre, assez d'heures pour être classée à temps complet.

Enfin, il s'avère que la personne concernée par la 12ème ligne, qui n'a effectué dans la société que 144 heures réparties sur toute l'année, est en fait employée à temps plein par la société lyonnaise ESTELOSCOPE, qui fabrique des instruments à résonance magnétique nucléaire pour mesurer l'emploi (NAF 332B, zone d'emploi 8211).

La contribution de la société PAGESTEL à l'emploi au 31 Décembre dans la zone 9331 et l'activité 732Z sera donc de 6 personnes en occupation principale, 5 à temps complet, et une seule à temps partiel (correspondant à la 8ème ligne de la DADS).

Les ressources des DADS ne s'arrêtent pas là : elles nous apprennent par ailleurs que la personne à temps partiel réside à St Raphaël (zone d'emploi 9352), alors que sur les cinq personnes à temps complet, quatre résident dans leur zone d'emploi de travail, tandis que la cinquième est domiciliée à Monte Carlo, c'est à dire à l'étranger (zone codée 9399). On y trouve également des informations sur le sexe, l'âge, la qualification et le niveau de salaire de ces six personnes. C'est pourquoi on peut parler au sujet des DADS, une fois l'information réorganisée de façon à faire du salarié (et non pas du contrat de travail) le critère majeur de lecture des données, de *recensement annuel de l'emploi*.

Mais il est clair que, quel que soit le sort réservé aux variables socio-démographiques, cette information homogène à celle d'un recensement (6 personnes occupées dont une à temps partiel) ne suffit pas à décrire l'intégralité de la nature et du volume de la contribution de la société PAGESTEL à l'emploi salarié au 31 Décembre.

Aussi, en supposant que le nombre d'heures salariées de chaque ligne est uniformément réparti sur la période d'emploi correspondante (on ne dispose d'aucun élément pour formuler une autre hypothèse), on peut calculer un *volume de travail* sur le mois de Décembre, ou sur une période de référence plus courte, qu'on peut ensuite assimiler à la situation instantanée au jour du 31 Décembre. Cette statistique en volume de travail instantané complète et met en perspective l'information donnée par le nombre de personnes en occupation principale, mais elle est d'une nature profondément différente. En fait elle reprend, en la détaillant, l'information contenue dans les variables EFFTOT et EFFCOR.

En prenant une période de référence de 30 jours, on obtient un total de 960 heures :

| | |
|------------|--------------------|
| ligne n°5 | 200/4=50 heures |
| ligne n°6 | 680/4=170 heures |
| ligne n°7 | 1440/8=180 heures |
| ligne n°8 | 1020/12=85 heures |
| ligne n°9 | 1500/12=125 heures |
| ligne n°10 | 2028/12=169 heures |
| ligne n°11 | 2028/12=169 heures |
| ligne n°12 | 144/12=12 heures |

soit 5.68 équivalents temps plein à 169 heures théoriques, à répartir sur 8 postes de travail dont quatre sont à temps plein, deux à temps partiel supérieur ou égal au mi-temps et deux à temps partiel inférieur au mi-temps.

Il reste à voir dans quelle mesure la situation de la société PAGESTEL au 31-12 est représentative de sa consommation de facteur travail sur l'ensemble de l'année. L'examen des sept premières lignes des DADS montre qu'il y a eu une pointe d'activité entre Avril et Octobre ; dans ces conditions, le "mois moyen" est plus fort que le mois de Décembre.

Le total des heures salariées sur les 12 lignes est de 13870 ; le nombre moyen d'heures salariées par mois courant est de 1155.83 soit une effectif moyen d'équivalents temps plein sur l'année de 6.83, qui peut également être décomposé en :

- 60 mois à temps plein - effectif moyen annuel 5
- 22 mois à temps partiel à mi-temps ou supérieur au mi-temps - effectif annuel moyen 1.83
- 22 mois à temps partiel inférieur au mi-temps - effectif annuel moyen 1.83

Cette notion de ***volume de travail annuel moyen*** peut s'appeler également volume de travail annuel cumulé, si on considère qu'on n'agrège pas des heures, mais des fractions d'années travail à temps plein.

En conclusion, indépendamment de la distinction entre temps complet et temps partiel, et sans aborder pour l'instant la question de l'emploi au lieu de domicile, nous avons calculé successivement 5 mesures de l'emploi pour la même société :

- 8 pour EFFTOT
- 7 pour EFFCOR
- 6 pour le nombre de personnes en emploi au 31 Décembre
- 5.68 pour le volume de travail instantané
- 6.83 pour le volume de travail annuel cumulé

Les deux premières statistiques comprennent des doubles comptes ; les trois suivantes en sont exemptes, elles sont exprimés dans des unités différentes, et représentent chacune un aspect différent de la réalité complexe qu'est l'emploi ; aucune ne peut se ramener aux deux autres.

On a vu également que l'affectation des emplois au 31 Décembre (troisième indicateur) à une activité ou à une zone géographique donnée oblige à définir, pour chaque personne, une ***activité principale***, dont les caractéristiques prennent ensuite le pas sur celles des activités secondaires. En revanche, pour les indicateurs de volume de travail, le nombre d'heures travaillées par chaque personne est ventilé au prorata exact entre les différents employeurs, et les statistiques par activité ou zone géographique représentent exactement la quantité de facteur travail utilisé par le système productif.

Dans la présente étude, nous utiliserons trois mesures différentes de l'emploi :

- le nombre de postes filtrés au 31 Décembre ;
- le nombre de personnes en emploi au 31 Décembre ;
- le volume de travail annuel, exprimé en années d'équivalents temps plein.

Les DADS ne couvrent pas la totalité de la population ; en particulier, elles ignorent les agents de la fonction publique d'Etat et les non salariés. Or certaines de ces catégories, notamment les enseignants et les professions libérales, sont susceptibles dans des proportions significatives, d'exercer une activité secondaire (et parfois plusieurs) dans des structures d'économie sociale, en général des associations. De tels doubles comptes ne pourront être détectés par les DADS seules, et dans l'état actuel des choses, il n'est pas possible d'y apparier d'autres sources qui permettraient de le faire. Afin d'éviter le mieux possible cet écueil, on a choisi de ne retenir, parmi les personnes en emploi au 31 Décembre, que celles qui ont perçu à l'intérieur du champ DADS, pour l'ensemble du mois de Décembre, des rémunérations dont le total atteint au moins 1500 Francs.

2 - Des nomenclatures spécifiques pour décrire l'emploi dans l'économie sociale

21 - Généralités sur les nomenclatures

Il n'y a pas de nomenclature universelle qui aurait une existence antérieure à celle de l'objet étudié ; il n'y a que des nomenclatures dédiées à un usage particulier, et qui lui sont plus ou moins bien adaptées. La liberté de définir soi-même sa nomenclature de travail est donc à la fois totale et légitime ; mais elle trouve rapidement ses limites, d'une part parce que l'on ne peut reconstruire tout l'existant, et qu'il faut donc s'appuyer sur ce qui est disponible, même si c'est imparfait, et d'autre part parce qu'il faut pouvoir communiquer, se faire comprendre et permettre des comparaisons.

S'agissant de l'économie sociale, on a maintes fois souligné qu'elle n'apparaît pas telle quelle dans les classifications usuelles. On peut également affirmer, en remontant davantage en amont, qu'elle ne s'inscrit pas dans les principes qui ont conduit à l'établissement de ces classifications, et que la question qui se pose à nous n'est pas tant d'adapter ou de redécouper les catégories habituellement utilisées que d'en définir de nouvelles, dans un cadre conceptuel qui accorde une place centrale aux principes de l'économie sociale et à l'insertion de celle-ci dans la globalité du système productif.

Si une telle ambition dépasse largement notre propos, nous devons néanmoins la garder présente à l'esprit, car la description de l'économie sociale n'est pas un exercice neutre ; elle suppose, au moins partiellement, une vision claire et cohérente de son fonctionnement et de son intermédiation entre l'économie privée de profit et l'économie publique.

Aussi, définir des nomenclatures adaptées ne se réduit pas au souci de ne manipuler que des populations homogènes et significatives au plan statistique, ou de présenter des tableaux de résultats esthétiques et équilibrés ; cela exige implicitement d'avoir adopté au préalable une vision théorique, voire normative, de l'objet étudié.

Les DADS ne mettent malheureusement que peu d'éléments à notre disposition. Chaque unité déclarative est identifiable à travers trois descripteurs, et trois seulement :

- son activité économique élémentaire ;
- sa catégorie juridique détaillée ;
- sa raison sociale, c'est à dire son identité individuelle.

D'autres informations, dont nous aimerions faire usage telles que l'appartenance à une fédération ou l'existence d'une tutelle, ne figurent hélas pas dans la source.

L'activité économique n'est pas une caractéristique immuable, ni immanente. La manière de la définir a considérablement évolué au cours du temps. Les nomenclatures que nous utilisons sont totalement refondues tous les quinze ans environ, et à chaque refonte, c'est une nouvelle vision de l'organisation productive qui prend le pas sur la précédente. A son époque, Frédéric Le Play avait forgé une représentation de l'activité productive qui faisait une place explicite à l'économie sociale ; trente ans plus tard, Charles Gide faisait de même, au sein d'une construction théorique globale déjà très différente. Depuis, l'économie sociale a disparu du devant de la scène.

Cependant, ce ne sont que les arborescences supérieures des nomenclatures d'activité qui reflètent clairement une vision de l'organisation du monde ; les postes élémentaires, à quelques exceptions près cependant, constituent des atomes neutres qui ne demandent qu'à être réarrangés en molécules porteuses de sens.

Il serait néanmoins dangereux, ne serait-ce que pour les nécessités du dialogue interdisciplinaire, de trop s'éloigner des regroupements du haut de l'arborescence, dans la mesure où ils sont utilisés par tous. Du moins faut-il des raisons majeures pour s'en écarter, et renoncer à le faire si les modifications envisagées ne sont que du second ordre.

La catégorie juridique constitue a priori le visa d'entrée dans le champ de l'économie sociale ; elle est cependant très peu informative en elle-même, et sa pertinence est sujette à discussion, témoin les discussions quasiment théologiques et que nous connaissons bien, sur l'appartenance de telle ou telle structure para-commerciale ou para-administrative au monde des associations, même si elle est dûment régie par la loi de 1901, ou la distinction entre les assurances mutuelles avec ou sans intermédiaire (ce que le code de catégorie juridique ne prend pas en compte).

Comme le code d'activité économique, le code détaillé de catégorie juridique possède plusieurs centaines de modalités différentes, ce qui autorise une large variété de reconstructions possibles.

Dans les cas où le croisement des deux codes élémentaires ne suffirait pas à caractériser clairement les unités concernées, il ne reste pour trancher que la raison sociale, c'est à dire l'appel à la connaissance didactique que l'on peut mobiliser sur chaque cas particulier. Une telle démarche est indispensable pour traiter des cas litigieux concernant des unités de grande taille, représentant une part importante du champ ; elle est impossible à pratiquer de manière systématique.

Nous ne pourrions sortir de cette difficulté, à laquelle nous nous heurtons depuis de longues années, qu'au prix d'un effort systématique de constitution de listes de SIRENs définissant par énumération les nouvelles catégories d'analyse dont nous avons besoin. En attendant, il faut nous contenter des codes élémentaires tels qu'ils existent dans le répertoire SIRENE et tels qu'ils sont repris dans les DADS, et les regrouper de la manière la plus pertinente possible.

22 - La forme juridique

Les trois grandes composantes de l'économie sociale sont isolables par leur forme juridique, mais avec un niveau de détail très différent de l'une à l'autre.

Le groupe le plus nombreux en termes d'emplois est celui des *associations*. Quatre rubriques élémentaires, dont la principale est indifférenciée et regroupe plus de 90% de l'ensemble, peuvent lui être rattachées sans ambiguïté : les autres concernent les associations reconnues d'utilité publique et les associations de droit local (Alsace et Moselle), avec également une rubrique pour des "associations non déclarées" comportant très peu d'unités dont nous n'avons pas vérifié la nature exacte. Autrement dit, la forme juridique ne nous donne guère de pistes pour faire le tri entre les associations.

Le groupe des *mutuelles* se définit aisément autour de quatre catégories élémentaires. C'est peu, mais celles-ci sont pertinentes et permettent de distinguer les organismes de prévoyance des organismes d'assurance, avec une place à part pour les AMA et une rubrique de "divers" fort peu pourvue. La Mutualité Sociale Agricole n'en fait pas partie.

En revanche, on trouve des *coopératives* dans presque toutes les rubriques : dans les SARL, les SA, les sociétés civiles, auxquelles s'ajoutent tous les régimes particuliers dérogatoires à la loi de 1947 : en tout, 49 catégories élémentaires relevant du statut coopératif sont présentes dans les DADS, dont quelques GAEC qui ne devraient pas, en principe, se trouver là et qui ne sont donc pas représentatifs de leur groupe.

Nous nous sommes demandés s'il convenait de prendre en compte les SAPO (sociétés anonymes à participation ouvrière) dans le groupe des coopératives, comme certains auteurs l'ont suggéré dans le passé. On peut effectivement trouver dans le fonctionnement des SAPO des traits communs avec ceux des coopératives. Consultée, la CGSCOP s'est montrée très réservée sur cette question, de même que le GNC. En fait, il existe assez peu de SAPO, et la plupart d'entre elles sont de très petite taille. Mais cette catégorie comprend également la compagnie Air France, qui a adopté ce statut après l'absorption d'UTA, et deux entreprises de presse importantes, la Nouvelle République et Nice Matin. Il n'était bien entendu pas question d'intégrer Air France dans l'économie sociale. De leur côté, la Nouvelle République comme Nice Matin nous ont fait savoir qu'elles se considèrent comme des sociétés anonymes "ordinaires" et en aucun cas comme des coopératives déguisées. Dont acte...

Afin de rendre l'ensemble plus lisible, nous avons regroupé les 49 rubriques détaillées en 11 grandes familles ; à leur tour, les coopératives du monde agricole et les coopératives de crédit sont décomposées en sous-familles, ce qui donne finalement 17 postes différents :

- A1 - Coopération agricole
- A2 - SICA
- A3 - CUMA et GAEC
- B - SCOP
- C - Coopératives de consommation
- D - Coopératives d'artisans
- E - Coopératives de commerçants
- F - Coopératives de transporteurs
- G - Coopératives d'intérêt maritime
- H - Coopératives d'habitation
- M1 - Banques populaires
- M2 - Crédit mutuel
- M3 - Crédit agricole
- M4 - Crédit maritime
- M5 - Sociétés de caution mutuelle
- S - Régime coopératif d'Alsace Moselle
- X - Autres coopératives de régime général

Il ne s'agit là que d'une classification juridique ; il existe des sociétés appartenant au groupe des Banques Populaires et à celui du Crédit Mutuel qui ont conservé le régime général de la loi de 1947. De même, le régime spécial d'Alsace Moselle ne concerne pratiquement que des établissements du Crédit Mutuel.

Quant à la coopération agricole, on sait que les plus importantes des unités concernées se vident progressivement de leur substance en direction de filiales banalisées ; il devient donc nécessaire, pour donner un sens à ces catégories, de raisonner en termes de groupes et non plus d'entreprises, ce que les DADS ne savent pas faire directement.

La définition de l'économie sociale a toujours buté sur celle de ses frontières. Déjà, en constituant un groupe unique pour les associations, nous optons pour une acception large au sein de laquelle il faudra, selon les besoins, élaguer. Après quelques discussions, nous avons choisi de regrouper dans une seule famille de "*Marges de l'économie sociale*" l'ensemble disparate formé par les catégories suivantes, classées par ordre d'effectif salarié décroissant :

- les fondations ;
- les caisses d'épargne ;
- les syndicats de copropriétaires ;
- les comités d'entreprise ;
- les syndicats patronaux ;
- les congrégations ;
- les ordres professionnels ;
- les syndicats de salariés ;
- les centres techniques industriels.

Ce choix est, selon les cas, plus ou moins légitime. L'évolution des caisses d'épargne vers le statut de banque coopérative est un fait désormais patent ; dans le secteur sanitaire et social, les fondations et les associations sont quasiment indifférenciables. Pour les autres catégories, nous sommes partis du constat que des organismes de même nature se trouvant déjà pris en compte dans le périmètre des associations, il n'était pas opportun d'exclure des marges de l'économie sociale ceux qui ont adopté un statut plus spécifique, quel que soit par ailleurs le jugement que l'on peut porter sur leurs finalités. Il convient de noter que ni les chambres de commerce ou de métiers, ni les organismes paritaires gestionnaires de régimes sociaux ne sont concernés.

Les catégories juridiques élémentaires ne relevant ni de près ni de loin de l'économie sociale ont été regroupées en huit classes :

- les entreprises individuelles ;
- les SARL non coopératives ;
- les SA non coopératives ;
- les autres sociétés françaises ;
- les sociétés de droit étranger ;
- les administrations publiques ;
- les EPIC (Etablissements Publics à Caractère Industriel) et assimilés ;
- la sécurité sociale.

Lorsqu'il y a doute, l'esprit des fonctions économiques est censé prendre le pas sur la lettre de la forme juridique : ainsi les EURL sont classées dans les entreprises individuelles, non dans les SARL, tandis que la Poste et France Télécom font partie des EPIC.

Les "autres sociétés françaises" comprennent les sociétés en nom collectif, les groupements d'intérêt économique, les sociétés en commandite et l'ensemble des sociétés civiles. Nous avons fait le choix d'y adjoindre les associations d'insertion qui sont répertoriées avec le code 9221, distinct du commun des associations ; il y en a assez peu (de l'ordre de 2000 emplois). Si cette catégorie élémentaire se développe quantitativement il sera toujours possible, en fonction de son évolution, de la reclasser soit dans les associations, soit dans les administrations publiques, soit à côté des SCOP.

Enfin, la notion de sécurité sociale doit être comprise au sens de la comptabilité nationale, c'est à dire l'ensemble des organismes concourant à la protection sociale, comprenant donc l'assurance chômage et la MSA (malheureusement il se trouve qu'en 1995 la MSA est absente des DADS reçues par l'INSEE).

23 - L'activité économique

Contrairement au regroupement des catégories juridiques élémentaires qui a fait assez rapidement l'objet d'un consensus, le traitement des activités économiques s'est avéré difficile. Il a fallu trancher des situations controversées, et faire çà et là des choix arbitraires.

Dans un premier temps, nous avons mis l'accent sur la nécessité de segmenter le plus clairement possible la nébuleuse associative, puis de distinguer systématiquement les activités fines où l'économie sociale joue un rôle significatif de celles où elle n'existe que peu ou pas du tout. Par ailleurs, s'agissant des DADS, donc avant tout de l'emploi, nous avons évité de laisser dans un même groupe des rubriques ayant des profils d'emploi (précarité, mobilité, niveau des salaires...) trop différents. Ceci a conduit à une construction *sui generis*, n'ayant guère de traits communs avec les nomenclatures usuelles.

Dans un second temps, nous nous sommes efforcés de nous rapprocher le plus possible des nomenclatures dites "de synthèse" qui sont utilisées par l'INSEE pour les statistiques d'emploi, de façon à faciliter comparaisons et raccordements. C'est ainsi que nous avons renoncé, entre autres, à remodeler le découpage du secteur secondaire et à distinguer les grandes surfaces des autres commerces de détail.

En revanche, nous avons conservé l'idée de reconstruire le secteur tertiaire et les activités non marchandes, de façon à définir et à isoler le mieux possible les contours de l'économie sociale et de sa périphérie immédiate. C'est ainsi que le poste R2 de la NES36 (activités associatives) a été scindé afin de distinguer les associations de personnes et les associations d'entreprises ; sur ce point, aucune lecture de l'économie sociale n'aurait été possible en conservant telle quelle la nomenclature de synthèse, qui pourtant a été adoptée pour pallier les insuffisances de la nomenclature utilisée pour les comparaisons internationales.

Nous avons également procédé à la distinction, au sein du vaste ensemble des services aux entreprises, entre les activités en "col blanc" caractérisées par un haut degré de stabilité des emplois, et les activités en "col bleu" où la rotation des postes de travail atteint des niveaux record. Dans un cas on trouve l'ingénierie et le conseil, et dans l'autre l'intérim, le nettoyage, le gardiennage et d'autres services de même nature. Ces fonctions économiques peuvent être considérées comme proches, dans une vision globale de recours du système productif à la sous-traitance non industrielle ; mais dans une optique d'économie sociale, cela reviendrait à mettre ensemble une SCOP d'architectes ou d'informaticiens et un centre d'aide par le travail, ce qui n'a aucun sens.

Enfin, nous avons défini, à l'intention de nos amis du CIRIEC, une catégorie réservée aux grands services publics traditionnels, indépendamment de leur évolution au fil des privatisations et de l'ouverture à la concurrence, considérant que l'homogénéité de cet ensemble en tant qu'objet d'analyse reste plus forte que ses pulsions centrifuges : ce sont les "entreprises d'intérêt général".

**Correspondance entre la NES
et la nomenclature d'activités définie pour l'étude de l'économie sociale**

| A - Sphère productive proprement dite : | |
|--|--|
| A1 - Filière agro-alimentaire | Postes EA et EB de la NES16 |
| A2 - Combustibles, biens intermédiaires | Postes EF de la NES16 et G1 de la NES36 |
| A3 - Automobile et biens d'équipement | Postes ED et EE de la NES16 |
| A4 - Biens de consommation | Poste EC de la NES16 |
| A5 - Construction | Poste EH de la NES16 |
| B - Activités d'accompagnement de la production : | |
| B1 - Commerce de gros | Postes J2 de la NES36 et 503A |
| B2 - Transports et logistique | Postes EK de la NES16 sauf 601Z, 602A et 621Z |
| B3 - Services blancs aux entreprises | Postes N2 de la NES36, 71Z de la NES85, 641C, 642B, 748A, 748B, 748F, 748G, 748K, 911A et 911C |
| B4 - Services bleus aux entreprises | Postes 74B de la NES85, 746Z, 747Z, 748D et 748J |
| C - Sphère publique : | |
| C1 - Entreprises d'intérêt général | Postes G2 de la NES36, 90Z de la NES85, 601Z, 602A, 621Z, 641A et 642A |
| C2 - Administrations publiques | Poste R1 de la NES36 |
| D - Tertiaire à dominante privée : | |
| D1 - Banques et assurances | Poste EL de la NES16 |
| D2 - Commerces de détail | Postes 52A et 52B de la NES85, 501Z, 503B, 504Z et 505Z |
| D3 - Services aux particuliers | Postes EM de la NES16, P3 de la NES36, 52C de la NES85 et 502Z |
| D4 - Hôtels, bars et restaurants | Poste P1 de la NES36 |
| E - Tertiaire à dominante publique : | |
| E1 - Education et recherche | Postes N4 et Q1 de la NES36 |
| E2 - Santé | Poste 85A de la NES85 |
| E3 - Action sociale | Poste 85B de la NES85 |
| F - Tertiaire à dominante associative : | |
| F1 - Culture, loisirs et sports | Poste P2 de la NES36 |
| F2 - Groupements de personnes | Postes 912Z, 913A, 913C et 913E |

La nomenclature proposée est d'un encombrement comparable à celui de la NES16 : elle se compose de 20 postes, eux-mêmes regroupés en 6 postes de premier niveau.

La *sphère de production* proprement dite, qui n'est pas l'objet premier de l'économie sociale du moins dans sa forme actuelle, comprend cinq postes qui reprennent les définitions usuelles, à l'exception de l'ensemble "eau, gaz, électricité" qui n'est pas pris en compte dans les combustibles mais dans les entreprises d'intérêt général.

A la production proprement dite sont associées des activités dont la caractéristique est d'être essentiellement tournées vers la fourniture de services aux entreprises, même si on y trouve quelques éléments hybrides, comme les agences de voyage qui font partie du groupe des transports : ce sont les **activités d'accompagnement de la production**, qui comptent quatre postes dans notre nomenclature.

Par rapport à sa définition dans la NES16, le **commerce de gros** perd l'activité de commerce et réparation automobile, qui est pour l'essentiel tournée vers une clientèle de particuliers (sauf le poste 503A, commerce de gros d'équipements automobiles).

Le groupe **Transports et logistique** reprend le poste correspondant de la NES16, sauf les transports ferroviaires, les transports urbains de voyageurs et les transports aériens réguliers que nous classons dans le groupe des entreprises d'intérêt général.

Les **services blancs aux entreprises** regroupent un ensemble de fonctions économiques utilisant une forte proportion de cadres et généralement exercées au sein de l'entreprise prestataire. On y trouve les activités de conseil et d'assistance, de location de matériels divers, les postes et télécommunications privées, les laboratoires photographiques, les services de traduction, enfin les organisations consulaires, professionnelles et patronales. L'activité propre aux sièges sociaux des entreprises, qui se retrouve dans toutes les grandes firmes dès lors que leur siège constitue un établissement à part, appartient aussi à ce groupe, dont elle représente environ 15% des emplois.

A l'inverse, les **services bleus aux entreprises** regroupent des activités où la main d'oeuvre non qualifiée est prépondérante, et qui s'exercent sur le lieu de l'entreprise cliente : on y trouve l'intérim, la sécurité, le nettoyage et l'organisation de foires et salons.

La **sphère publique** comprend deux postes : les administrations publiques proprement dites, qui dans les DADS se limitent à la fonction publique territoriale et à la protection sociale obligatoire, et les entreprises d'intérêt général, qui regroupent aux côtés des grands services publics tels que la SNCF, EDF, la Poste, France Télécom, la RATP... l'ensemble des industries de l'eau, du traitement des ordures et du chauffage urbain.

Les autres activités, toutes tertiaires et dont les utilisateurs sont majoritairement des personnes physiques, ont été classées en trois grandes familles selon qu'elles relèvent pour l'essentiel de l'initiative privée, d'un financement public ou d'une gestion associative.

La première de ces familles comprend quatre postes : les **banques et assurances**, dont le contour est identique à celui de la NES16 (mais sous le nom d'intermédiation financière), et qui englobent les mutuelles de prévoyance ; les **commerces de détail**, y compris l'automobile ; les **services aux particuliers**, qui regroupent l'ensemble des activités immobilières, les services personnels et domestiques, la réparation automobile et la réparation d'objets domestiques. En termes d'emplois, la rubrique élémentaire la plus importante de cette catégorie est celle des salons de coiffure, qui font presque 20% du total, suivie par la réparation automobile et la location de logements. Enfin le dernier groupe est celui des **hôtels, bars et restaurants**, qui reprend la définition de la NES36.

La seconde famille comprend trois postes dont la définition se retrouve à l'identique dans la NES : **l'éducation et la recherche**, dont la plus grande partie appartient à la fonction publique d'Etat et est donc absente des DADS, la **santé et l'action sociale**.

Dans ce dernier cas, la majorité de l'emploi relève certes d'organismes à forme associative, mais le caractère public du financement et de la tutelle conduit naturellement à ne pas traiter différemment santé et action sociale.

Enfin, le tertiaire à dominante associative comprend deux postes : d'une part le groupe des *sports*, des *loisirs* et de la *culture*, d'autre part un solde essentiellement constitué de la rubrique 913E, "activités associatives non classées ailleurs", que nous avons appelé *groupements de personnes* et qui contient également les cultes, partis et syndicats de salariés. Ceci ne précise guère la sphère associative, mais on ne peut aller au-delà des rubriques élémentaires de la NAF ; on a au moins distingué les associations de personnes des associations d'entreprises. Une autre limitation vient du fait que la mention "non classée ailleurs" peut provenir d'un constat de polyvalence de l'association considérée, qui empêche de la ranger dans une activité précise.

Nous avons choisi, pour ce troisième groupe, de ne pas reprendre les critères retenus par la Comptabilité Nationale pour définir les "administrations privées" (APRI). Ces dernières excluent de la culture les activités audiovisuelles, mais conservent en leur sein les organisations professionnelles.

24 - Classification synthétique de l'économie sociale et de ses marges

Nous venons de décrire l'ensemble de l'économie en douze catégories juridiques et vingt catégories d'activité. On trouvera en Annexe 1 un tableau tiré des DADS donnant les effectifs salariés filtrés au 31-12-95, sur les 240 cases possibles ainsi définies : 34 sont vides, et 34 autres contiennent moins de 100 emplois, ce qui n'est pas significatif. Sur les 80 cases correspondant à l'économie sociale et à ses marges, 13 sont vides et 15 sont quasi-vides, soit une proportion supérieure aux autres catégories. Il reste que 80 moins 28 font encore 52, un chiffre beaucoup trop fort pour que les résultats soient lisibles. Nous avons donc procédé à des regroupements, d'autant plus nécessaires que l'essentiel de notre étude s'appuie non pas sur le fichier exhaustif des établissements, mais sur un échantillon des postes de travail.

La nomenclature proposée comprend 11 postes : trois pour les coopératives, deux pour les mutuelles, six pour les associations et trois pour les marges.

La distinction entre les *coopératives* s'appuie autant sur la catégorie juridique fine que sur l'activité ; en effet la coopération agricole constitue un monde à part qu'il convient d'isoler en tant que tel, mais qui ne se confond pas avec les activités agro-alimentaires et de commerce de gros. En revanche, pour la coopération de crédit, l'utilisation de la catégorie juridique ne permet pas de comptabiliser les unités de régime général, et l'activité donne un résultat ayant plus de sens. Malheureusement, l'utilisation de l'APET en exclut certains sièges sociaux, qui se retrouvent ainsi classés avec les "autres coopératives" : c'est un inconvénient qu'il faudra lever pour une prochaine exploitation.

Dans le cadre de la validité 1995, ce problème est masqué par la forte sous-évaluation des entreprises relevant du régime social agricole (cf. Annexe 2), qui concerne la coopération agricole en premier lieu, mais également la coopération de crédit. D'autre part, il devient de moins en moins pertinent de s'en tenir à la personnalité juridique de la coopération agricole alors qu'une part croissante de l'activité s'effectue désormais au travers de filiales.

Aussi, à la classification retenue :

- coopération agricole au sens juridique ;
- coopération de crédit au sens de l'APEN ;
- autres coopératives ;

il conviendra de substituer dans une prochaine étude la classification suivante :

- coopération agricole au sens des groupes coopératifs et des entreprises contrôlées ;
- coopération de crédit au sens de l'APEN ;
- autres coopératives.

La classification des *mutuelles* ne peut se faire sur l'activité, car toute la catégorie est rassemblée dans le même poste (du moins au sens de l'APEN, car les activités sociales de la mutualité la conduisent à être présente dans de nombreux secteurs). Nous avons choisi de limiter l'analyse au premier chiffre de la catégorie juridique détaillée, ce qui met d'un côté les "sociétés d'assurance mutuelle", de l'autre les "sociétés mutualistes" ainsi que les AMA, qu'il serait plus pertinent de ranger dans l'autre groupe, mais qui, étant très sous-représentées dans la source, n'y jouent qu'un rôle accessoire.

Dans une prochaine exploitation, lorsque cette hypothèque sera levée, il conviendra pour affiner la classification de se doter de listes de SIRENs ad hoc afin d'isoler le contour du GEMA pour les assurances, et celui de la FNMF pour les mutuelles. Les AMA pourront alors constituer un groupe à part entière.

La classification des *associations* met en jeu des effectifs beaucoup plus importants. Une seule catégorie d'activité, l'action sociale, compte près d'un demi million de postes filtrés, soit plus que l'ensemble formé par les coopératives, les mutuelles et les marges, et rien ne permet de la segmenter - sauf, là encore, à disposer de listes de SIRENs. Viennent ensuite, par ordre d'importance, les groupements de personnes, l'éducation, la santé, puis l'ensemble formé par la culture, les loisirs et les sports.

L'examen des plus grandes unités de chaque catégorie, puis de quelques établissements choisis de manière aléatoire dans le "ventre" des distributions montre la grande fragilité de ces regroupements, qui n'ont de validité que statistique, au sens de cette bienfaisante loi des grands nombres qui dégage des tendances d'ensemble malgré la présence de moutons noirs.

En effet, le code d'activité attribué aux associations est encore insuffisamment fiable, malgré l'important effort d'amélioration de la qualité du répertoire SIRENE mené depuis plusieurs années. Contrairement aux entreprises de la sphère productive et des activités qui lui sont associées, l'attribution d'un code d'activité ne comporte aucun enjeu pour les associations : ni rattachement à une fédération professionnelle, ni fixation du taux de certaines cotisations. La pertinence du repérage de l'activité ne concerne pratiquement que le statisticien et les utilisateurs de chiffres sur les associations... et elle peut être évaluée par l'importance du code fourre-tout 913E qui est logiquement appelé à se vider au profit de rubriques plus précises.

Mais même dans ces rubriques, nous ne sommes pas à l'abri de surprises. Par exemple, il existe de nombreuses associations dont l'activité se résume à l'attribution de primes de fin d'année au personnel d'une mairie ou d'un hôpital. Leurs DADS comportent autant de lignes qu'il y a d'attributaires de ces gratifications, ce qui contribue à gonfler fictivement le nombre des emplois.

Le mal n'est pas bien grand, puisque la procédure d'élimination des doubles comptes décrite plus haut réintègre ces rémunérations annexes aux véritables emplois correspondants ; en revanche, il est fâcheux que ces structures qui ne sont que des instruments de gestion puissent perturber la statistique d'une catégorie d'activité où elles n'ont que faire, en y apportant une masse d'emplois secondaires fallacieusement interprétés ensuite comme autant de "petits boulots". Les plus importantes de ces fausses associations ont été redressées manuellement, mais il en reste un certain nombre, en particulier dans l'action sociale : on comprendra cependant qu'une dénomination telle que "comité des oeuvres sociales du personnel" ait pu induire ce genre d'erreur dans l'attribution du code d'activité.

Les secteurs de la santé et de l'ensemble culture-loisirs-sports semblent peu pollués par les activités annexes ou parasites. Dans l'action sociale, la masse des effectifs concernés fait que les perturbations sont sans doute du second ordre. Une distinction entre les principales fédérations ou conventions collectives concernées est en l'état malheureusement impossible.

Le secteur de l'éducation et de la recherche est beaucoup plus hétérogène : plusieurs grandes associations, notamment dans la formation continue, sont plus proches des services blancs aux entreprises. Quant au secteur dit des "groupements de personnes", on y trouve pèle mêle des missions locales, la fédération Léo Lagrange et l'association pour l'emploi des cadres... tout ceci donnant l'impression que l'attribution du code d'activité aux associations est à revoir de fond en comble.

Mais il y a près de cent mille SIRENs différents d'associations dans les DADS... et cette masse est en elle-même plutôt rassurante, car elle permet à la loi des grands nombres de jouer. Les résultats obtenus montrent bien que les groupes que nous avons définis, aussi imparfaits qu'ils soient, ont des caractéristiques très différentes et que certaines variables les discriminent fortement ; mais cela n'ôte rien au fait que nous avons encore beaucoup de travail devant nous, en particulier pour être en mesure de produire des chiffres au niveau régional.

Il n'est pas apparu possible d'isoler une cinquième catégorie d'activité : le secteur des services blancs aux entreprises mélange ceux-ci à des sièges sociaux relevant d'autres activités, le secteur des hôtels, bars et restaurants regroupe aussi bien de véritables associations de tourisme social (alors que d'autres sont dans le secteur des transports) que des structures de gestion des cantines d'entreprises ou de ministères, et les autres activités ne sont pas assez représentées. Nous avons donc regroupé toutes ces associations dans un poste de divers, ce qui peut donner l'impression qu'il y en a deux : les groupements de personnes, issus du code indéfini "associations non connues autrement" et les "autres activités", et qu'il aurait été plus simple de les fusionner. En fait, s'il est patent que ces deux groupes sont hétérogènes et mal délimités, ils se différencient néanmoins par la présence dans le premier d'entre eux de la plus grande part des toutes petites associations de voisinage, ce qui se traduit par une structure très différente du partage entre emplois à temps complet et emplois à temps partiel.

La classification des *marges* de l'économie sociale est beaucoup plus simple : les deux principaux secteurs par leur taille, à savoir la santé et les caisses d'épargne, sont isolables en l'état ; et les autres catégories, faute d'effectifs suffisants, ne peuvent qu'être regroupées. L'essentiel de ce solde en termes d'emplois est constitué par de grandes fondations, oeuvrant aussi bien dans la recherche (Institut Pasteur) que dans l'enseignement ou l'action sociale ; on notera aussi la présence dans ce groupe des fédérations de chasseurs.

3 - Commentaire d'ensemble

Nous avons tenté de rassembler, sur le tableau de la double page suivante, l'essentiel des enseignements apportés à ce jour par les DADS et concernant l'économie sociale et ses marges. Les effectifs peuvent être lus de trois manières différentes : en équivalents temps plein, en nombre de personnes en emploi principal et en postes de travail filtrés.

Ils sont également ventilés en sous-catégories, de façon à faire apparaître le partage entre temps complet et temps partiel, ainsi que la gradation des situations entre les frontières de la précarité et les bons salaires.

Enfin, trois indicateurs complémentaires leur sont associés : le salaire moyen d'une année travail en équivalent temps complet, une mesure de la concentration des revenus, et une mesure de la stabilité des emplois.

Les associations du secteur de l'action sociale rassemblent à elles seules près de la moitié des effectifs salariés de l'Economie Sociale; c'est là aussi que les salaires unitaires sont les plus bas. La proportion de temps partiel y avoisine les 40% ; la concentration comme la stabilité des emplois y sont relativement fortes. Ces caractéristiques ne se retrouvent guère dans d'autres compartiments de la galaxie associative. Ainsi l'ensemble formé par les sports, les loisirs et la culture, le plus petit de ceux que nous avons isolés, possède un taux de temps partiel supérieur à 60%, une mobilité extrême, une concentration des revenus extrêmement forte, et un niveau de salaire moyen proche de la moyenne générale.

D'autres rubriques se singularisent sur d'autres critères : stabilité record dans la santé, distribution très égalitaire des revenus dans les coopératives, parmi les traits les plus saillants.

Il n'y a donc guère d'homogénéité de l'économie sociale dans son ensemble, ni des seules associations. Bien entendu, l'action sociale exerce un effet d'attractivité sur la moyenne générale, vu son caractère prépondérant ; mais ce n'est là qu'un effet de brouillage statistique. Partout, c'est la logique du secteur d'activité qui prédomine, et si les spécificités des organisations d'économie sociale, notamment coopératives, sont bien réelles par rapport à leurs homologues du secteur privé stricto sensu ou du secteur public, elles n'en infèrent pour autant aucun de ces caractères communs qui pourraient faire penser que, face aux problèmes de l'emploi, de l'insertion et de la précarité, l'économie sociale constitue une catégorie d'analyse homogène et pertinente.

Tableau général de l'emploi dans l'économie sociale et ses marges

| | Volume de travail en équivalents années à temps plein | | | | | | Nombre de personnes en emploi au 31-12 avec un salaire mensuel d'au moins 1.500 Francs | | | | | | | | | | Nombre de postes | | | | | | |
|---------------------------|---|----------------------|-------|------------------------|--------|-------------------------|--|----------------------|--------|----------------------|--------|----------------------|-------|-----------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------------|----------------|------------------------|--------------------|------|
| | TOTAL | dont : temps complet | | dont : temps partiel I | | dont : temps partiel II | | Salaire annuel moyen | TOTAL | dont : temps complet | | dont : temps partiel | | Salaire supérieur à 10000 F | Salaire de 5000 à 10000 F | Salaire de 3000 à 5000 F | Salaire de 1500 à 3000 F | Salaire de 5000 à 10000 F | Salaire supérieur à 10000 F | Indice de GINI | TOTAL filtrés au 31-12 | Ratio de stabilité | |
| | | 23955 | 93.39 | 72972 | 2914 | 829 | 150562 | | | 25679 | 22254 | 3425 | 971 | | | | | | | | | | 2070 |
| Coopération agricole | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Coopération de crédit | 76715 | 95.12 | 72972 | 2914 | 829 | 150562 | | 76881 | 71719 | 5162 | 1508 | 27288 | 45638 | 2645 | | | | | | | 92786 | 76.09 | |
| Autres coopératives | 54204 | 49200 | 3910 | 1093 | 115844 | | 55801 | 47523 | 8278 | 2197 | 35642 | 12571 | 2967 | | | | | | | | 51750 | 76.78 | |
| Mutuelles d'assurance | 32127 | 30012 | 1647 | 469 | 152079 | | 31299 | 28284 | 3015 | 255 | 1303 | 14130 | 15611 | 2653 | | | | | | | 30381 | 80.17 | |
| Mutuelles de prévoyance | 56838 | 47759 | 6741 | 2337 | 126072 | | 61424 | 48010 | 13414 | 3194 | 33880 | 18422 | 3251 | | | | | | | | 61842 | 82.31 | |
| Associations - Social | 387336 | 271570 | 79092 | 36673 | 92328 | | 459007 | 276375 | 182632 | 107771 | 114975 | 169346 | 3964 | | | | | | | | 476818 | 78.31 | |
| Associations - Santé | 94946 | 74737 | 15513 | 4696 | 137663 | | 107080 | 76140 | 30940 | 6797 | 10629 | 52198 | 3390 | | | | | | | | 113169 | 82.76 | |
| Associations - Education | 105763 | 70436 | 22803 | 12525 | 115218 | | 135057 | 69113 | 65944 | 29945 | 25958 | 53144 | 4644 | | | | | | | | 144325 | 73.09 | |
| Associations - Culture | 47402 | 27112 | 11115 | 9176 | 116447 | | 58188 | 22316 | 35872 | 21770 | 10348 | 18012 | 5300 | | | | | | | | 63714 | 51.56 | |
| Associations de personnes | 118813 | 70611 | 29147 | 19055 | 108835 | | 141930 | 66404 | 75526 | 42873 | 24988 | 47446 | 5073 | | | | | | | | 148023 | 57.91 | |
| Autres associations | 102902 | 75687 | 16806 | 10408 | 113395 | | 108025 | 67758 | 40267 | 22075 | 16837 | 41902 | 4744 | | | | | | | | 106465 | 56.84 | |
| Caisses d'épargne | 34015 | 32045 | 1596 | 375 | 166181 | | 34750 | 31811 | 2939 | 384 | 640 | 7614 | 26112 | 2314 | | | | | | | 35080 | 78.88 | |
| Marges - Santé | 23365 | 19320 | 3097 | 949 | 144534 | | 25959 | 19520 | 6439 | 1252 | 1738 | 10884 | 3030 | | | | | | | | 26757 | 84.29 | |
| Autres marges | 68480 | 51929 | 8910 | 7641 | 118765 | | 73869 | 50310 | 23559 | 9071 | 10630 | 35797 | 4186 | | | | | | | | 77622 | 72.26 | |

Les colonnes en caractères gras contiennent des effectifs d'emploi ; les lignes en caractères italiques sont affectées de sous-estimations importantes dues à une mauvaise couverture du champ de la protection sociale agricole. Dans chaque rubrique, la seconde ligne contient les pourcentages associés aux cases correspondantes de la première ligne, par rapport au total indiqué dans la colonne en caractères gras. Le temps partiel I est au moins égal au mi-temps calculé sur l'horaire légal de 39 heures ; le temps partiel II lui est inférieur. Le ratio de stabilité est obtenu en divisant le nombre de postes filtrés présents au 31 Décembre par le nombre total de postes filtrés au cours de l'année.

4 - Tableaux détaillés

1 - Les tableaux 1 à 10

Ils proviennent d'un fichier national (ne comprenant ni la Corse ni les DOM) des établissements actifs en 1995 qui compte 1.487.668 observations. Nous avons exclu du champ de l'étude les établissements dont l'activité ou la forme juridique n'ont pu être précisées, ainsi que quelques associations qui se sont avérées après examen ne pas être de réels employeurs.

Tous ces tableaux comportent les mêmes dessins de colonne :

NETAB est le nombre d'établissements concernés
 EFFFIN est l'effectif au 31-12-95 déclaré par l'employeur
 EFFCOR est le nombre de postes filtrés au 31-12-95
 EFFREM est le nombre de postes filtrés sur l'année entière
 Ratio 1 est obtenu en divisant EFFCOR par EFFFIN
 Ratio 2 est obtenu en divisant EFFCOR par EFFREM
 TMOY est obtenu en divisant EFFCOR par NETAB

Le premier tableau de chaque série contient les effectifs en clair des quatre variables, ainsi que les deux premiers ratios ; le second tableau contient les pourcentages en colonne pour les quatre variables, et le troisième ratio.

Le bilan des opérations préalables s'établit comme suit :

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR |
|--------------------------------|---------|----------|----------|----------|
| Fichier d'origine | 1487668 | 18339919 | 21378178 | 15748309 |
| Unités non identifiables | 1885 | 6331 | 8354 | 5357 |
| Associations fictives retirées | 7 | 14694 | 8514 | 7430 |
| Champ retenu | 1485776 | 18318894 | 21361310 | 15735522 |

Il a été également procédé à quelques réaffectations du code de catégorie juridique, afin de purger le groupe des associations de SIRENs que le bon sens commande de ranger ailleurs. Il s'agit essentiellement de l'AFPA (plus de 50000 salariés...) reclassée dans les administrations publiques ; relevons également le cas du SIREN atypique des collaborateurs des députés (plus de 1500 personnes) qui a été reclassé en "autres sociétés françaises".

Ces interventions mineures mises à part, le fichier d'origine a été utilisé tel quel, avec ses lacunes et ses faiblesses, qu'on peut ranger en trois catégories :

- d'importants trous de collecte sur le champ de la protection sociale agricole, qui représentent une bonne moitié de la coopération agricole, quelques-unes de ses filiales, un quart du Crédit Agricole, la majorité des AMA et la totalité de la MSA ;
- la qualité moyenne de la variable EFFFIN, qui correspond cependant aux effectifs versés dans le répertoire SIRENE. En principe, EFFFIN doit être égal à EFFCOR augmenté des postes non filtrés comptabilisés au 31 Décembre (horaires très intermittents, rémunérations annexes). Or il arrive qu'il lui soit inférieur ; ceci pouvant provenir de regroupements d'emploi entre établissements de la même entreprise, aucun redressement n'a été effectué ;
- la médiocre qualité du code d'activité pour les associations ; ce point a été développé précédemment.

Le chiffre le plus fiable est EFFREM ; vient ensuite EFFCOR, dont la qualité dépend du repérage de la date de fin de contrat. Nous avons quelques raisons de penser que des logiciels de paye utilisés par les entreprises privilégient par défaut certaines dates ou certaines durées d'emploi, mais nous ignorons, pour l'instant, dans quel sens d'éventuels biais pourraient se produire. EFFCOR reste quoi qu'il en soit, avant élimination des doubles comptes, la meilleure mesure de l'emploi en fin d'année.

Le second ratio, dont la fiabilité vaut celle du numérateur EFFCOR, est un indicateur de la *stabilité* de l'emploi : il est égal à 100% lorsqu'il n'y a eu aucun mouvement d'emploi au cours de l'année. En revanche, plus il y aura eu de mouvements d'un établissement vers l'autre, plus les durées des contrats auront été courtes, plus il y aura eu d'embauches ou de départs, et plus ce ratio baissera.

Le premier ratio possède la fiabilité de son numérateur EFFFIN, c'est à dire qu'elle est beaucoup moins forte. C'est un indicateur de *précarité* de l'emploi, ou plutôt de l'inverse de la précarité : lorsqu'il n'y a pas du tout de "petits boulots", il est égal à 100%. L'interprétation doit être nuancée : en effet les postes non filtrés peuvent être des emplois précaires, mais il peuvent également correspondre à des rémunérations annexes versées à des personnes qui, par ailleurs, ont une situation professionnelle stable et confortable.

Les deux ratios sont corrélés, dans la mesure où les postes non filtrés ont une existence plus courte : 110 jours et seulement 70 heures en moyenne, contre 285 jours et 1414 heures pour les postes filtrés (ces chiffres étant établis sur le total des postes, et non sur ceux qui se terminent au 31 Décembre). Mais la liaison n'est que modérée ; mobilité et précarité ne sont pas synonymes, et chacun des deux ratios a son existence propre.

Enfin le troisième ratio, qui représente la taille moyenne par établissement, dépend de la manière dont les déclarations ont été ou non regroupées. Lorsque, sur une ligne de tableau, la majorité des entreprises n'ont qu'un seul établissement, la qualité sera bonne. Elle le restera si les entreprises multi-établissements respectent bien la règle "un SIRET, une DADS". Mais le ratio n'aura plus aucune signification si cette règle est piétinée, ce qui est le cas pour des entreprises comme la Poste ou le Crédit Agricole.

Il convient donc de n'accorder une pleine confiance qu'au second ratio, et de n'utiliser les deux autres qu'avec les plus grandes précautions.

Le tableau 1 détaille les douze postes de la nomenclature de catégories juridiques. En y intégrant ses marges, l'économie sociale représenterait 9.3% de l'emploi total du champ DADS. La mutualité a une stabilité de l'emploi très au-dessus à la moyenne, les associations très en-dessous ; en examinant les autres catégories, on voit que la faible stabilité est surtout le fait des petites entreprises (individuelles et SARL).

Le tableau 2 détaille les vingt postes de la nomenclature d'activité ; la stabilité varie de façon très forte d'une activité à l'autre, avec des taux extrêmes à moins de 30% pour les services bleus aux entreprises et à plus de 90% pour les entreprises d'intérêt général.

La série des tableaux 3A à 3D décrivent les coopératives : d'abord par catégorie juridique détaillée, puis par activité, enfin les groupes de la coopération de crédit. La partie agricole souffre non seulement de trous de collecte, mais également de mauvais chiffrements de la variable EFFFIN, qui conduisent le premier ratio à prendre des valeurs farfelues.

Le total de la coopération de crédit ventilée par groupes est légèrement supérieur à ce qui apparaît dans le tableau par activité : cela vient du fait qu'on y a réintégré des sièges sociaux, qui étaient auparavant classés dans les services blancs aux entreprises. Seules les entreprises coopératives sont concernées ; les autres filiales des groupes bancaires coopératifs ne sont pas prises en compte dans le contour des groupes - qui ne sont d'ailleurs pas des groupes au sens où l'entend l'INSEE, puisque ce sont (cas du Crédit Agricole) les caisses régionales qui possèdent la caisse nationale, et non l'inverse.

Le tableau 4 présente les associations classées par activité, avec un détail plus fin que la nomenclature finale - mais il ne s'agit ici que de tableaux au niveau de l'établissement. L'action sociale représente 45% de l'emploi total, mais avec un ratio de stabilité (de même que la santé) supérieur à la moyenne, ce qui fait tomber à 40% sa part dans le total des postes. On notera également la forte disparité de la taille moyenne des établissements : importante dans la santé, ce qui est logique, elle atteint son minimum dans le groupe "culture, loisirs et sports", avec un chiffre proche de celui des entreprises individuelles.

Le tableau 5, de même nature, concerne les marges de l'économie sociale. Le poids important des services aux particuliers, qui est la fait de toutes petites unités, est entièrement à mettre au compte des syndicats de copropriétaires. Dans les services blancs, on retrouve des syndicats professionnels et des centres techniques ; là où la taille moyenne est importante, on reconnaît la présence des grandes fondations. Cette hétérogénéité était somme toute inévitable, puisqu'on a rassemblé dans une même catégorie une "couronne" définie par sa proximité à l'économie sociale, mais dont le diamètre peut être grand.

Avec le tableau 6 commence une série où le champ est défini par une activité, et où les rubriques sont les catégories juridiques. Seules sont traitées les activités où l'économie sociale et ses marges sont fortement représentées.

Le tableau 6A décrit les banques et assurances, secteur qui souffre beaucoup de la mauvaise couverture du régime social agricole ; on y retrouve, situés par rapport au sociétés anonymes classiques, les chiffres déjà vus des coopératives et des caisses d'épargne, ainsi que la plus grande partie de la catégorie des mutuelles. Il était donc légitime de placer à cet endroit le *tableau 6B*, qui distingue assurance et prévoyance, et complète le secteur financier par les autres activités des mutuelles, essentiellement des oeuvres sociales.

Le tableau 7 décrit l'éducation et la recherche, ensembles où hors fonction publique d'Etat, les associations comptent pour plus de 40% des effectifs (à noter que le CNRS fait partie du champ DADS, dans la rubrique "Administrations publiques").

Le tableau 8 traite du secteur de la santé. Plus des deux tiers des effectifs relèvent de la fonction publique ; le "privé sans but lucratif" dépasse un peu les 11%, tandis que les cliniques privées en SA sont en dessous des 8%. La stabilité de ces emplois est très élevée ; la rubrique la moins bien placée sur ce critère, à savoir la catégorie des professions de santé en exercice libéral, est au niveau de la moyenne d'ensemble du champ. Dans les structures hospitalières, elle atteint des valeurs quasiment asymptotiques.

Le tableau 9 concerne l'action sociale ; il est très court, puisque les associations à elles seules comptent pour les deux tiers des emplois. Enfin, le *tableau 10* décrit le groupe de la culture, des sports et des loisirs, où les associations comptent pour 30% des emplois mais 60% des employeurs. L'économie sociale y a une position très différente de ses "concurrents".

2 - le Tableau 11

C'est le seul tableau de cette étude qui ne soit pas issu des DADS. Nous l'avons fait figurer afin de donner une information fiable sur la coopération agricole, dont les DADS de la validité 1995 ne couvrent qu'une moitié environ. Les chiffres proviennent de l'EAE (enquête annuelle d'entreprise) réalisée par le SCEES (Ministère de l'Agriculture) sur l'exercice 1995 ; ils concernent l'ensemble des coopératives, unions et SICA ayant plus de 10 salariés.

La colonne NOMBRE contient le nombre d'entreprises (et non d'établissements) ; la colonne SALMOY contient un nombre moyen de salariés au cours de l'année, et la colonne CAHT le chiffre d'affaires annuel hors taxes. Compte tenu de la forte saisonnalité de certaines activités, l'indicateur SALMOY nous a paru être le plus représentatif du niveau réel de l'emploi.

Le SCEES n'a hélas aucun moyen de cerner le contour exact des groupes coopératifs agricoles. Certains parmi les plus grands d'entre eux, qui se sont totalement vidés de leurs emplois dans des filiales banalisées, sont quasiment absents de cette statistique.

3 - les Tableaux 12 à 17

Les données de base ayant servi à la fabrication de ces tableaux proviennent d'un fichier de postes de travail extrait du sondage au 25^{ème}, d'où ont été retirées les observations ne comportant pas un NIR complet et valide, de façon à pouvoir regrouper sans ambiguïté l'ensemble des périodes d'emploi du champ DADS effectuées par la même personne.

Les ajustements préalables réalisés sur le fichier des établissements (élimination de quelques SIRENs, reclassement de l'AFPA...) ont été reproduits à l'identique. Ceci a conduit à réduire la taille du fichier de 1.029.323 à 1.028.289 observations. Deux séries d'exploitations ont ensuite été menées à bien : la première pour éliminer les doubles comptes et produire une statistique de nombre de personnes en emploi (Tableaux 12 à 15), et la seconde pour calculer des volumes de travail en années d'équivalent temps plein (Tableaux 16 et 17).

Tableaux 12 à 15

Afin de traiter les cas d'emplois multiples au 31 Décembre en échappant aux incertitudes liées à la codification de la date de fin de période d'emploi, nous avons adopté une définition extensive et sélectionné tous les postes actifs pendant tout ou partie du mois de Décembre. Ceci revient à assimiler l'emploi en fin d'année à un emploi moyen sur le mois de Décembre, ou plus exactement à considérer que l'on est en emploi au 31 Décembre si l'on a perçu un revenu salarial suffisant, pour le total des heures travaillées au cours du mois entier.

Cette sélection conduit à retenir 709.829 observations, correspondant à 662.255 NIRs :

| Nombre de postes pour la même personne | Pourcentage de personnes correspondant | Pourcentage de postes correspondant |
|--|--|-------------------------------------|
| 1 | 94.38 | 88.06 |
| 2 | 4.73 | 8.83 |
| 3 | 0.59 | 1.66 |
| 4 ou plus | 0.30 | 1.45 |

Le "record" du nombre de postes en Décembre pour une même personne s'établit au chiffre impressionnant de 27.

Pour les personnes comptant au moins deux postes, nous avons additionné les heures travaillées correspondantes et déterminé a posteriori si l'occupation est à temps plein (plus de 135 heures dans le mois) ou à temps partiel. De même, nous avons regardé si l'un au moins des postes de travail est filtré.

Les salaires et autres revenus sont également été cumulés ; le poste apportant la plus grande part du salaire a été utilisé pour définir l'activité principale de la personne : les codes de catégorie juridique et d'activité économique associés à ce poste prennent le pas sur les autres ; l'ensemble des heures travaillées et des sommes perçues leur sont affectées.

Dans le cas d'une personne n'ayant qu'un poste de travail entièrement inclus dans le mois de Décembre, l'application des règles du filtre (cf. Annexe 3) conduit à un seuil de salaire net de 1500 Francs. Pour rester cohérent avec cette définition, nous avons étendu ce seuil à l'ensemble des personnes concernées, ce qui revient à considérer que toutes celles qui ont perçu moins de 1500 Francs au mois de Décembre n'occupent pas véritablement un emploi en fin d'année.

Dans chaque tableau, nous avons ventilé la population en cinq classes selon le salaire net de Décembre (hors primes et indemnités) :

- AA** Moins de 1500 Francs
Personnes présumées inactives ou exerçant leur emploi principal hors champ DADS
- BB** De 1500 à 3000 Francs (SMIC à mi-temps)
Personnes présumées en situation précaire
- CC** De 3000 à 5000 Francs (SMIC à 80% du temps, limite inférieure du temps complet)
Personnes présumées en situation intermédiaire entre la précarité et le salariat
- MM** De 5000 à 10000 Francs
Partie médiane de la distribution des revenus salariaux
- RR** Plus de 10000 Francs
Parties moyenne et supérieure de la distribution des revenus salariaux

Les effectifs sont obtenus en multipliant ceux du fichier d'étude par un coefficient de 25.55, obtenu en calant les données en postes filtrés sur la statistique EFFCOR du fichier des établissements. Cette opération permet d'obtenir des estimations homogènes aux tableaux de la première série, mais elle multiplie par le même facteur l'écart type du résultat issu du sondage, ce qui donne une précision médiocre pour les petites cases :

| Résultat redressé | Intervalle à 50% | | Intervalle à 95% | |
|-------------------|------------------|----------|------------------|----------|
| | | | | |
| 500 | 425 à 575 | ± 15 % | 275 à 725 | ± 45 % |
| 1000 | 890 à 1110 | ± 11 % | 680 à 1320 | ± 32 % |
| 2500 | 2330 à 2670 | ± 6.8 % | 2000 à 3000 | ± 20 % |
| 10000 | 9660 à 10340 | ± 3.4 % | 9000 à 11000 | ± 10 % |
| 25000 | 24460 à 25540 | ± 2.2 % | 23400 à 26600 | ± 6.4 % |
| 50000 | 49250 à 50750 | ± 1.5 % | 47750 à 52250 | ± 4.5 % |
| 100000 | 98950 à 101050 | ± 1.05 % | 96850 à 103150 | ± 3.15 % |
| 200000 | 198500 à 201500 | ± 0.75 % | 195500 à 204500 | ± 2.25 % |

Le **tableau 12A** passe en revue les 14 catégories de la nomenclature synthétique de l'économie sociale et de ses marges ; le **tableau 12B** décrit le reste du champ DADS, selon les 20 catégories de notre nomenclature d'activité. Le **tableau 13** détaille le tableau 12A, avec les mêmes spécifications : 13A pour les personnes à temps complet, 13B pour les personnes à temps partiel.

Le **tableau 14A** (économie sociale en 14 rubriques) donne le revenu salarial moyen, primes comprises, pour le mois de Décembre. Les primes ont été traitées de la même façon que les salaires nets, c'est à dire uniformément réparties sur l'ensemble de la période d'emploi : même s'il s'agit d'un treizième mois intégralement perçu en Décembre, on n'en comptera ici que le douzième (si la personne a travaillé toute l'année). Le **tableau 14B** donne les mêmes résultats, pour le reste du champ DADS, en 20 rubriques d'activité.

Le **tableau 15** met vis à vis deux séries de pourcentages, sur les cinq catégories de revenu : la structure dite "en volume", celle des personnes en emploi, et la structure dite "en valeur", celle des masses salariales correspondantes. Ainsi lit-on par exemple que dans l'ensemble culture, loisirs et sports, un peu plus de 10% des personnes ont un salaire supérieur à 10000 Francs, et qu'ils se partagent plus de 38% de l'ensemble des revenus distribués. Dans la première colonne figure un indicateur synthétique de la relation entre volumes et valeurs, encore appelée **concentration** : c'est le coefficient dit de Gini, calculé point par point sur l'ensemble de la distribution (et non sur les seules cinq classes regroupées). Cet indice peut prendre de valeurs allant de 0 à 10000 ; plus il est fort, et plus grande est la part des revenus concentrée en quelques mains. Au contraire, plus la distribution est égalitaire, et plus l'indice sera petit. A titre de comparaison, le coefficient de Gini prend la valeur 3702 sur l'ensemble du champ DADS ; on trouve des valeurs très supérieures à cette moyenne dans plusieurs catégories d'associations ; à l'inverse, les coopératives, les mutuelles et dans une moindre mesure le secteur de la santé sont beaucoup plus égalitaires que la moyenne, la palme revenant sur ce point aux caisses d'épargne.

Tableaux 16 et 17

Pour le calcul du volume de travail, chaque poste est d'abord classé selon son intensité : temps complet si le ratio du nombre d'heures à la période d'emploi est supérieur à 4,51 ; temps partiel de première catégorie (au moins égal au mi-temps de l'horaire légal) s'il est compris entre 2,79 et 4,51 ; temps partiel de seconde catégorie s'il est inférieur à 2,79.

Pour les postes à temps complet, les périodes d'emploi sont cumulées et divisées par 360, pour obtenir un effectif **d'années travail à temps plein** ; on ne tient pas compte du fait qu'un temps plein peut comporter plus ou moins d'heures. En effet, une part importante des nombres d'heure salariées figurant dans les DADS sont calés sur l'horaire légal par le simple effet du fonctionnement des logiciels de paye : les chiffres sont donc plus conventionnels que réellement informatifs.

Pour les postes à temps partiel, les heures salariées sont cumulées et divisées par 2028, pour obtenir un effectif **d'années contrat en équivalent temps plein**, qui peuvent à leur tour être agrégées aux années travail précédemment définies.

Le **Tableau 16** détaille, selon les trois catégories de postes, le volume de travail réalisé dans l'économie sociale, elle-même ventilée en ses 14 rubriques.

La première colonne (ANTRAV pour les temps complet, ANCONT pour les deux catégories de temps partiel) contient le nombre d'années, c'est à dire le cumul des périodes d'emploi divisé par 360 : les années travail sont à temps plein, les années contrat restent dans ce tableau à temps partiel. Ces effectifs peuvent être interprétés comme un nombre moyen sur l'année de postes de travail actifs ; il ne s'agit pas exactement de personnes, car les doubles comptes sont possibles.

Les trois colonnes suivantes contiennent des valeurs moyennes relatives à ces années travail ou contrat : nombre d'heures, salaire net, rémunérations annexes. Ces dernières sont les plus fortes, pour les temps partiel, dans le groupe des "autres coopératives" car c'est là que se trouvent les SCOP du bâtiment, secteur dans lequel les congés payés sont versés à part.

La colonne SALHOR contient le ratio du salaire net total au nombre d'heures total ; ce n'est pas exactement la moyenne des salaires horaires individuels. La colonne SALJOUR contient le ratio du salaire net total au nombre de journées des périodes d'emploi ; de même, ce n'est pas une moyenne de salaires journaliers. Lorsque le nombre d'heures est égal à 360, ce qui peut arriver pour les temps partiel de seconde catégorie, on a identité entre SALHOR et SALJOUR. Enfin, la dernière colonne contient la durée moyenne en jours d'un poste de travail ; si elle est égale à 180, c'est qu'il faut en moyenne deux postes de travail pour faire une année travail ou contrat.

Dans le **tableau 17**, les années travail restent ce qu'elles sont, et les années contrat sont ramenées à leurs équivalents en temps plein. Les effectifs représentent cette fois un volume de travail moyen à temps plein, réparti selon la catégorie du poste concerné. Les colonnes NET et SUP rapportent la masse des salaires et celles des rémunérations annexes à l'ensemble du volume de travail, et la colonne SALHOR ramène la masse salariale à l'ensemble des heures ; la disparité de ce dernier indicateur est considérable, entre les caisses d'épargne à 85 Francs et l'action sociale à 45 ; on retrouve ces extrêmes (tableau 17B) dans les autres secteurs du champ DADS, entre les activités financières et les services bleus.

1 - Fichier des établissements 1995 rectifié : mise à plat sur les catégories juridiques

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|----------------------------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------|--------------|
| A - Entreprises individuelles | 462895 | 1096991 | 1447544 | 969729 | 88.40 | 66.99 |
| B - Sociétés coopératives | 8255 | 193880 | 239954 | 178020 | 91.82 | 74.19 |
| C - SARL non coopératives | 478520 | 2842746 | 3705992 | 2434664 | 85.64 | 65.70 |
| D - SA non coopératives | 247214 | 7240442 | 8877307 | 6454804 | 89.15 | 72.71 |
| E - Autres sociétés françaises | 73657 | 860293 | 1028274 | 767300 | 89.19 | 74.62 |
| F - EPIC et assimilés | 5710 | 1027584 | 1047323 | 949444 | 92.40 | 90.65 |
| G - Sociétés de droit étranger | 3641 | 44062 | 57818 | 40728 | 92.43 | 70.44 |
| P - Administrations publiques | 55642 | 2853714 | 2859588 | 2401374 | 84.15 | 83.98 |
| R - Sécurité sociale | 2331 | 273943 | 291278 | 255263 | 93.18 | 87.64 |
| S - Marges de l'économie sociale | 29698 | 170885 | 183632 | 139459 | 81.61 | 75.94 |
| U - Mutualité et mutuelles | 5491 | 97974 | 113025 | 92223 | 94.13 | 81.60 |
| V - Associations | 112722 | 1616380 | 1509575 | 1052514 | 65.12 | 69.72 |
| ENSEMBLE | 1485776 | 18318894 | 21361310 | 15735522 | 85.90 | 73.66 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| A - Entreprises individuelles | 31.16 | 5.99 | 6.78 | 6.16 | 2.09 |
| B - Sociétés coopératives | 0.56 | 1.06 | 1.12 | 1.13 | 21.56 |
| C - SARL non coopératives | 32.21 | 15.52 | 17.35 | 15.47 | 5.08 |
| D - SA non coopératives | 16.64 | 39.52 | 41.56 | 41.02 | 26.11 |
| E - Autres sociétés françaises | 4.96 | 4.70 | 4.81 | 4.88 | 10.41 |
| F - EPIC et assimilés | 0.38 | 5.61 | 4.90 | 6.03 | 166.27 |
| G - Sociétés de droit étranger | 0.25 | 0.24 | 0.27 | 0.26 | 11.18 |
| P - Administrations publiques | 3.74 | 15.58 | 13.39 | 15.26 | 43.15 |
| R - Sécurité sociale | 0.16 | 1.50 | 1.36 | 1.62 | 109.50 |
| S - Marges de l'économie sociale | 2.00 | 0.93 | 0.86 | 0.89 | 4.69 |
| U - Mutualité et mutuelles | 0.37 | 0.53 | 0.53 | 0.59 | 16.79 |
| V - Associations | 7.59 | 8.82 | 7.07 | 6.69 | 9.33 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 10.59 |

2 - Fichier des établissements 1995 rectifié : mise à plat sur les activités

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|---|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------|--------------|
| A1 - Filière agro-alimentaire | 55964 | 543802 | 689638 | 497147 | 91.42 | 72.09 |
| A2 - Combustibles, biens intermédiaires | 53402 | 1502679 | 1725638 | 1426756 | 94.95 | 82.68 |
| A3 - Automobile et biens d'équipement | 34667 | 1076953 | 1235117 | 1013493 | 94.11 | 82.06 |
| A4 - Biens de consommation | 42559 | 758408 | 874271 | 695239 | 91.67 | 79.52 |
| A5 - Construction | 164510 | 1126874 | 1396643 | 1059660 | 94.04 | 75.87 |
| B1 - Commerce de gros | 103120 | 939230 | 1147381 | 874054 | 93.06 | 76.18 |
| B2 - Transports et logistique | 43843 | 571276 | 703023 | 522074 | 91.39 | 74.26 |
| B3 - Services blancs aux entreprises | 152849 | 1306001 | 1474461 | 1112711 | 85.20 | 75.47 |
| B4 - Services bleus aux entreprises | 20116 | 812330 | 1472461 | 422423 | 52.00 | 28.69 |
| C1 - Entreprises d'intérêt général | 11358 | 1090112 | 1130952 | 1019917 | 93.56 | 90.18 |
| C2 - Administrations publiques | 42382 | 1717965 | 1637429 | 1403856 | 81.72 | 85.74 |
| D1 - Banques et assurances | 42517 | 660732 | 786627 | 617436 | 93.45 | 78.49 |
| D2 - Commerces de détail | 250539 | 1541587 | 1951072 | 1389628 | 90.14 | 71.22 |
| D3 - Services aux particuliers | 137741 | 516268 | 632358 | 450595 | 87.28 | 71.26 |
| D4 - Hôtels, bars et restaurants | 127846 | 663312 | 964278 | 538825 | 81.23 | 55.88 |
| E1 - Education et recherche | 25892 | 463164 | 470558 | 342505 | 73.95 | 72.79 |
| E2 - Santé | 67270 | 1335073 | 1509896 | 1247156 | 93.41 | 82.60 |
| E3 - Action sociale | 31359 | 891190 | 912413 | 725716 | 81.43 | 79.54 |
| F1 - Culture, loisirs et sports | 38911 | 327897 | 370088 | 213870 | 65.22 | 57.79 |
| F2 - Groupements de personnes | 38931 | 474041 | 277006 | 162461 | 34.27 | 58.65 |
| ENSEMBLE | 1485776 | 18318894 | 21361310 | 15735522 | 85.90 | 73.66 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| A1 - Filière agro-alimentaire | 3.77 | 2.97 | 3.23 | 3.16 | 8.88 |
| A2 - Combustibles, biens intermédiaires | 3.59 | 8.20 | 8.08 | 9.07 | 26.71 |
| A3 - Automobile et biens d'équipement | 2.33 | 5.88 | 5.78 | 6.44 | 29.23 |
| A4 - Biens de consommation | 2.86 | 4.14 | 4.09 | 4.42 | 16.33 |
| A5 - Construction | 11.07 | 6.15 | 6.54 | 6.73 | 6.44 |
| B1 - Commerce de gros | 6.94 | 5.13 | 5.37 | 5.55 | 8.47 |
| B2 - Transports et logistique | 2.95 | 3.12 | 3.29 | 3.32 | 11.90 |
| B3 - Services blancs aux entreprises | 10.29 | 7.13 | 6.90 | 7.07 | 7.27 |
| B4 - Services bleus aux entreprises | 1.35 | 4.43 | 6.89 | 2.68 | 20.99 |
| C1 - Entreprises d'intérêt général | 0.76 | 5.95 | 5.29 | 6.48 | 89.79 |
| C2 - Administrations publiques | 2.85 | 9.38 | 7.67 | 8.92 | 33.12 |
| D1 - Banques et assurances | 2.86 | 3.61 | 3.68 | 3.92 | 14.52 |
| D2 - Commerces de détail | 16.86 | 8.42 | 9.13 | 8.83 | 5.54 |
| D3 - Services aux particuliers | 9.27 | 2.82 | 2.96 | 2.86 | 3.27 |
| D4 - Hôtels, bars et restaurants | 8.60 | 3.62 | 4.51 | 3.42 | 4.21 |
| E1 - Education et recherche | 1.74 | 2.53 | 2.20 | 2.18 | 13.22 |
| E2 - Santé | 4.53 | 7.29 | 7.07 | 7.93 | 18.53 |
| E3 - Action sociale | 2.11 | 4.86 | 4.27 | 4.61 | 23.14 |
| F1 - Culture, loisirs et sports | 2.62 | 1.79 | 1.73 | 1.36 | 5.49 |
| F2 - Groupements de personnes | 2.62 | 2.59 | 1.30 | 1.03 | 4.17 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 10.59 |

**3A - Fichier des établissements 1995 rectifié :
tabulation selon la forme juridique détaillée des coopératives**

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|---|-------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| A1 - Coopération agricole | 1466 | 27306 | 41562 | 27533 | 100.83 | 66.25 |
| A2 - SICA | 263 | 6241 | 8571 | 5623 | 90.10 | 65.60 |
| A3 - CUMA et GAEC | 93 | 359 | 485 | 331 | 92.20 | 68.25 |
| B - SCOP | 1135 | 24233 | 28617 | 22504 | 92.87 | 78.64 |
| C - Coopératives de consommation | 737 | 6842 | 8673 | 6627 | 96.86 | 76.41 |
| D - Coopératives d'artisans | 200 | 1350 | 1601 | 1260 | 93.33 | 78.70 |
| E - Coopératives de commerçants | 64 | 3531 | 4223 | 3259 | 92.30 | 77.17 |
| F - Coopératives de transporteurs | 21 | 150 | 171 | 139 | 92.67 | 81.29 |
| G - Coopératives d'intérêt maritime | 99 | 896 | 1198 | 815 | 90.96 | 68.03 |
| H - Coopératives d'habitation | 57 | 437 | 512 | 436 | 99.77 | 85.16 |
| M1 - Banques populaires | 1400 | 22836 | 28279 | 22479 | 98.44 | 79.49 |
| M2 - Crédit mutuel | 842 | 15300 | 18277 | 14698 | 96.07 | 80.42 |
| M3 - Crédit agricole | 312 | 54287 | 61743 | 44128 | 81.29 | 71.47 |
| M4 - Crédit maritime | 29 | 670 | 845 | 625 | 93.28 | 73.96 |
| M5 - Sociétés de caution mutuelle | 25 | 204 | 252 | 203 | 99.51 | 80.56 |
| S - Régime coopératif d'Alsace Moselle | 225 | 3333 | 3228 | 2848 | 85.45 | 88.23 |
| X - Autres coopératives de régime général | 1289 | 25908 | 31724 | 24515 | 94.62 | 77.28 |
| ENSEMBLE | 8257 | 193883 | 239961 | 178023 | 91.82 | 74.19 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| A1 - Coopération agricole | 17.75 | 14.08 | 17.32 | 15.47 | 18.78 |
| A2 - SICA | 3.19 | 3.22 | 3.57 | 3.16 | 21.38 |
| A3 - CUMA et GAEC | 1.13 | 0.19 | 0.20 | 0.19 | 3.56 |
| B - SCOP | 13.75 | 12.50 | 11.93 | 12.64 | 19.83 |
| C - Coopératives de consommation | 8.93 | 3.53 | 3.61 | 3.72 | 8.99 |
| D - Coopératives d'artisans | 2.42 | 0.70 | 0.67 | 0.71 | 6.30 |
| E - Coopératives de commerçants | 0.78 | 1.82 | 1.76 | 1.83 | 50.92 |
| F - Coopératives de transporteurs | 0.25 | 0.08 | 0.07 | 0.08 | 6.62 |
| G - Coopératives d'intérêt maritime | 1.20 | 0.46 | 0.50 | 0.46 | 8.23 |
| H - Coopératives d'habitation | 0.69 | 0.23 | 0.21 | 0.24 | 7.65 |
| M1 - Banques populaires | 16.96 | 11.78 | 11.78 | 12.63 | 16.06 |
| M2 - Crédit mutuel | 10.20 | 7.89 | 7.62 | 8.26 | 17.46 |
| M3 - Crédit agricole | 3.78 | 28.00 | 25.73 | 24.79 | 141.44 |
| M4 - Crédit maritime | 0.35 | 0.35 | 0.35 | 0.35 | 21.55 |
| M5 - Sociétés de caution mutuelle | 0.30 | 0.11 | 0.11 | 0.11 | 8.12 |
| S - Régime coopératif d'Alsace Moselle | 2.72 | 1.72 | 1.35 | 1.60 | 12.66 |
| X - Autres coopératives de régime général | 15.61 | 13.36 | 13.22 | 13.77 | 19.02 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 21.56 |

3B - Coopération agricole : tabulation par activité

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|-------------------------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| A1 - Filière agro-alimentaire | 827 | 13881 | 21528 | 13798 | 99.40 | 64.09 |
| B1 - Commerce de gros | 775 | 16164 | 24509 | 16165 | 100.01 | 65.96 |
| Autres activités | 220 | 3861 | 4581 | 3524 | 91.27 | 76.93 |
| ENSEMBLE | 1822 | 33906 | 50618 | 33487 | 98.76 | 66.16 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| A1 - Filière agro-alimentaire | 45.39 | 40.94 | 42.53 | 41.20 | 16.68 |
| B1 - Commerce de gros | 42.54 | 47.67 | 48.42 | 48.27 | 20.86 |
| Autres activités | 12.07 | 11.39 | 9.05 | 10.53 | 16.02 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 18.38 |

3C - Coopération non agricole : tabulation par activité

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|-----------------------------|-------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| A1 à A4 - Industries | 456 | 11523 | 13517 | 10812 | 93.83 | 79.99 |
| A5 - Construction | 450 | 10170 | 12086 | 9524 | 93.65 | 78.80 |
| B1 - Commerce de gros | 450 | 11905 | 14567 | 11205 | 94.12 | 76.92 |
| D1 - Banques et assurances | 3082 | 104603 | 121943 | 92786 | 88.70 | 76.09 |
| D2 - Commerces de détail | 1126 | 10580 | 13370 | 10198 | 96.39 | 76.28 |
| Autres activités tertiaires | 871 | 11196 | 13860 | 10011 | 84.42 | 72.23 |
| ENSEMBLE | 6435 | 159977 | 189343 | 144536 | 90.35 | 76.34 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| A1 à A4 - Industries | 7.09 | 7.20 | 7.14 | 7.48 | 23.71 |
| A5 - Construction | 6.99 | 6.36 | 6.38 | 6.59 | 21.16 |
| B1 - Commerce de gros | 6.99 | 7.44 | 7.69 | 7.75 | 24.90 |
| D1 - Banques et assurances | 47.89 | 65.39 | 64.40 | 64.20 | 30.11 |
| D2 - Commerces de détail | 17.50 | 6.61 | 7.06 | 7.06 | 9.06 |
| Autres activités tertiaires | 13.54 | 7.00 | 7.32 | 6.92 | 12.82 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 22.46 |

3D - Coopération de crédit :
tabulation par groupe après réintégration des coopératives
de régime général et de régime spécial d'Alsace Lorraine

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|-------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| M1 - Banques populaires | 1451 | 25773 | 31674 | 25430 | 98.32 | 86.81 |
| M2 - Crédit mutuel | 1185 | 22666 | 26314 | 21533 | 95.00 | 81.83 |
| M3 - Crédit agricole | 312 | 54287 | 61743 | 44128 | 81.29 | 71.47 |
| Crédit coopératif | 47 | 1073 | 1225 | 1071 | 99.81 | 87.43 |
| M4 - Crédit maritime | 29 | 670 | 845 | 625 | 93.28 | 73.96 |
| Autres établissements | 61 | 703 | 789 | 665 | 94.59 | 84.28 |
| ENSEMBLE | 3085 | 105172 | 122680 | 93362 | 88.77 | 76.10 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|-------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| M1 - Banques populaires | 47.03 | 24.51 | 25.89 | 27.14 | 17.46 |
| M2 - Crédit mutuel | 38.41 | 21.55 | 21.45 | 23.06 | 18.17 |
| M3 - Crédit agricole | 10.11 | 51.62 | 50.33 | 47.27 | 141.44 |
| Crédit coopératif | 1.52 | 1.02 | 1.00 | 1.15 | 22.79 |
| M4 - Crédit maritime | 0.94 | 0.64 | 0.69 | 0.67 | 21.55 |
| Autres établissements | 1.98 | 0.67 | 0.64 | 0.71 | 10.90 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 30.28 |

**4 - Fichier des établissements 1995 rectifié :
tabulation par activité sur les associations**

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|--------------------------------------|---------------|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|
| B3 - Services blancs aux entreprises | 4522 | 47008 | 51977 | 39320 | 83.65 | 75.65 |
| B4 - Services bleus aux entreprises | 879 | 23090 | 36519 | 13827 | 59.88 | 37.86 |
| D4 - Hôtels, bars et restaurants | 6816 | 50601 | 71939 | 35935 | 71.02 | 49.95 |
| E1 - Education et recherche | 13530 | 198296 | 197460 | 144325 | 72.78 | 73.09 |
| E2 - Santé | 2656 | 121529 | 136746 | 113169 | 93.12 | 82.76 |
| E3 - Action sociale | 22619 | 600185 | 608892 | 476818 | 79.45 | 78.31 |
| F1 - Culture, loisirs et sports | 23138 | 98633 | 123575 | 63714 | 64.60 | 51.56 |
| F2 - Groupements de personnes | 35182 | 455898 | 255606 | 148023 | 32.47 | 57.91 |
| XX - Autres activités | 3380 | 21140 | 26861 | 17383 | 82.23 | 64.71 |
| ENSEMBLE | 112722 | 1616380 | 1509575 | 1052514 | 65.12 | 69.72 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|--------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| B3 - Services blancs aux entreprises | 4.01 | 2.91 | 3.44 | 3.74 | 8.69 |
| B4 - Services bleus aux entreprises | 0.78 | 1.43 | 2.42 | 1.31 | 15.73 |
| D4 - Hôtels, bars et restaurants | 6.05 | 3.13 | 4.77 | 3.41 | 5.27 |
| E1 - Education et recherche | 12.00 | 12.27 | 13.08 | 13.71 | 10.66 |
| E2 - Santé | 2.36 | 7.52 | 9.06 | 10.75 | 42.60 |
| E3 - Action sociale | 20.07 | 37.13 | 40.34 | 45.30 | 21.08 |
| F1 - Culture, loisirs et sports | 20.53 | 6.10 | 8.19 | 6.05 | 2.75 |
| F2 - Groupements de personnes | 31.21 | 28.20 | 16.93 | 14.06 | 4.20 |
| XX - Autres activités | 3.00 | 1.31 | 1.78 | 1.65 | 5.14 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 9.33 |

**5 - Fichier des établissements 1995 rectifié :
tabulation par activités sur les "marges de l'économie sociale"**

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|--------------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| B3 - Services blancs aux entreprises | 2510 | 14085 | 16419 | 13003 | 92.32 | 79.19 |
| D1 - Banques et assurances | 2639 | 35646 | 44474 | 35080 | 98.41 | 78.88 |
| D3 - Services aux particuliers | 19546 | 40862 | 30595 | 22613 | 55.34 | 73.91 |
| E1 - Education et recherche | 180 | 13261 | 12064 | 10033 | 75.66 | 83.16 |
| E2 - Santé | 134 | 28580 | 31744 | 26757 | 93.62 | 84.29 |
| E3 - Action sociale | 361 | 12233 | 13800 | 11144 | 91.10 | 80.75 |
| F2 - Groupements de personnes | 3190 | 16071 | 19223 | 12757 | 79.38 | 66.36 |
| XX - Autres activités | 1138 | 10147 | 15313 | 8072 | 79.55 | 52.71 |
| ENSEMBLE | 29698 | 170885 | 183632 | 139459 | 81.61 | 75.94 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|--------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| B3 - Services blancs aux entreprises | 8.45 | 8.24 | 8.94 | 9.32 | 5.18 |
| D1 - Banques et assurances | 8.89 | 20.86 | 24.22 | 25.15 | 13.29 |
| D3 - Services aux particuliers | 65.82 | 23.91 | 16.66 | 16.21 | 1.15 |
| E1 - Education et recherche | 0.61 | 7.76 | 6.57 | 7.19 | 55.73 |
| E2 - Santé | 0.45 | 16.72 | 17.29 | 19.19 | 199.67 |
| E3 - Action sociale | 1.22 | 7.16 | 7.52 | 7.99 | 30.86 |
| F2 - Groupements de personnes | 10.74 | 9.40 | 10.47 | 9.15 | 3.99 |
| XX - Autres activités | 3.83 | 5.94 | 8.34 | 5.79 | 7.09 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 4.69 |

**6A - Fichier des établissements 1995 rectifié :
tabulation détaillée sur les banques et assurances**

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|----------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| B - Sociétés coopératives | 3082 | 104603 | 121943 | 92786 | 88.70 | 76.09 |
| D - SA non coopératives | 15938 | 353300 | 433438 | 339074 | 95.97 | 78.23 |
| S - Marges de l'économie sociale | 2639 | 35646 | 44474 | 35080 | 98.41 | 78.88 |
| U - Mutualité et mutuelles | 4542 | 72838 | 83837 | 69663 | 95.64 | 83.09 |
| Z - Autres catégories | 16316 | 94345 | 102935 | 80833 | 85.68 | 78.53 |
| ENSEMBLE | 42517 | 660732 | 786627 | 617436 | 93.45 | 78.49 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| B - Sociétés coopératives | 7.25 | 15.83 | 15.50 | 15.03 | 30.10 |
| D - SA non coopératives | 37.49 | 53.47 | 55.10 | 54.92 | 21.27 |
| S - Marges de l'économie sociale | 6.21 | 5.39 | 5.65 | 5.68 | 13.29 |
| U - Mutualité et mutuelles | 10.68 | 11.02 | 10.66 | 11.28 | 15.33 |
| Z - Autres catégories | 38.38 | 14.28 | 13.09 | 13.09 | 4.95 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 14.52 |

6B - Compléments sur les mutuelles

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|--------------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| Secteur D1 - Assurances mutuelles | 2259 | 30822 | 37895 | 30381 | 98.57 | 80.17 |
| Secteur D1 - Mutuelles de prévoyance | 2283 | 42016 | 45942 | 39282 | 93.49 | 85.50 |
| Autres activités | 949 | 25136 | 29188 | 22560 | 89.75 | 77.29 |
| ENSEMBLE | 5491 | 97974 | 113025 | 92223 | 94.13 | 81.60 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|--------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| Secteur D1 - Assurances mutuelles | 41.14 | 31.46 | 33.53 | 32.94 | 13.45 |
| Secteur D1 - Mutuelles de prévoyance | 41.58 | 42.88 | 40.65 | 42.59 | 17.20 |
| Autres activités | 17.28 | 25.66 | 25.82 | 24.46 | 23.77 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 16.79 |

**7 - Fichier des établissements 1995 rectifié :
tabulation détaillée sur l'éducation et la recherche**

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|----------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| C - SARL non coopératives | 4556 | 26229 | 32286 | 21309 | 81.24 | 66.00 |
| D - SA non coopératives | 966 | 28106 | 31896 | 24342 | 86.61 | 76.32 |
| F - EPIC et assimilés | 79 | 29901 | 33712 | 28524 | 95.39 | 84.61 |
| P - Administrations publiques | 1832 | 150292 | 142024 | 99535 | 66.23 | 70.08 |
| S - Marges de l'économie sociale | 180 | 13261 | 12064 | 10033 | 75.66 | 83.16 |
| V - Associations | 13530 | 198296 | 197460 | 144325 | 72.78 | 73.09 |
| Z - Autres catégories | 4749 | 17079 | 21116 | 14437 | 84.53 | 68.37 |
| ENSEMBLE | 25892 | 463164 | 470558 | 342505 | 73.95 | 72.79 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| C - SARL non coopératives | 17.60 | 5.66 | 6.86 | 6.22 | 4.67 |
| D - SA non coopératives | 3.73 | 6.07 | 6.78 | 7.11 | 25.19 |
| F - EPIC et assimilés | 0.31 | 6.46 | 7.16 | 8.33 | 361.06 |
| P - Administrations publiques | 7.08 | 32.45 | 30.18 | 29.06 | 54.33 |
| S - Marges de l'économie sociale | 0.70 | 2.86 | 2.56 | 2.93 | 55.73 |
| V - Associations | 52.26 | 42.81 | 41.96 | 42.14 | 10.66 |
| Z - Autres catégories | 18.34 | 3.69 | 4.49 | 4.22 | 3.04 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 13.22 |

8 - Fichier des établissements 1995 rectifié : tabulation détaillée sur le secteur de la santé

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|----------------------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|
| A - Entreprises individuelles | 46056 | 75502 | 89516 | 64303 | 85.17 | 71.83 |
| C - SARL non coopératives | 3792 | 47376 | 57703 | 43121 | 91.02 | 74.73 |
| D - SA non coopératives | 1313 | 102057 | 123254 | 95738 | 93.81 | 77.68 |
| E - Autres sociétés françaises | 11630 | 48117 | 56243 | 44192 | 91.84 | 78.57 |
| P - Administrations publiques | 1200 | 886182 | 985020 | 835139 | 94.24 | 84.78 |
| S - Marges de l'économie sociale | 134 | 28580 | 31744 | 26757 | 93.62 | 84.29 |
| V - Associations | 2656 | 121529 | 136746 | 113169 | 93.12 | 82.76 |
| Z - Autres catégories | 492 | 25739 | 29676 | 24743 | 96.13 | 83.38 |
| ENSEMBLE | 67273 | 1335082 | 1509902 | 1247162 | 93.41 | 82.60 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| A - Entreprises individuelles | 68.46 | 5.66 | 5.93 | 5.16 | 1.39 |
| C - SARL non coopératives | 5.64 | 3.55 | 3.82 | 3.46 | 11.37 |
| D - SA non coopératives | 1.95 | 7.64 | 8.16 | 7.68 | 72.91 |
| E - Autres sociétés françaises | 17.29 | 3.60 | 3.72 | 3.54 | 3.79 |
| P - Administrations publiques | 1.78 | 66.38 | 65.24 | 66.96 | 695.94 |
| S - Marges de l'économie sociale | 0.20 | 2.14 | 2.10 | 2.15 | 199.67 |
| V - Associations | 3.95 | 9.10 | 9.06 | 9.07 | 42.60 |
| Z - Autres catégories | 0.73 | 1.93 | 1.97 | 1.98 | 50.29 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 18.53 |

9 - Tabulation détaillée sur le secteur de l'action sociale

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|-------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| P - Administrations publiques | 6493 | 238252 | 239659 | 201822 | 84.71 | 84.21 |
| V - Associations | 22619 | 600185 | 608892 | 476818 | 79.45 | 78.31 |
| Z - Autres catégories | 2247 | 52753 | 63862 | 47076 | 89.24 | 73.72 |
| ENSEMBLE | 31359 | 891190 | 912413 | 725716 | 81.43 | 79.54 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
| P - Administrations publiques | 20.71 | 26.73 | 26.27 | 27.81 | 31.08 |
| V - Associations | 72.13 | 67.35 | 66.73 | 65.70 | 21.08 |
| Z - Autres catégories | 7.17 | 5.92 | 7.00 | 6.49 | 20.95 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 23.14 |

10 - Tabulation détaillée sur l'ensemble "culture, loisirs et sports"

Tableau en effectifs

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | Ratio 1 | Ratio 2 |
|--------------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| C - SARL non coopératives | 8476 | 60190 | 65132 | 33597 | 55.82 | 51.58 |
| D - SA non coopératives | 2780 | 102004 | 109019 | 64392 | 63.13 | 59.06 |
| E - Autres sociétés françaises | 528 | 24546 | 23328 | 20396 | 83.09 | 87.43 |
| P - Administrations publiques | 556 | 19275 | 22064 | 14971 | 77.67 | 67.85 |
| V - Associations | 23138 | 98633 | 123575 | 63714 | 64.60 | 51.56 |
| Z - Autres catégories | 3433 | 23249 | 26970 | 16800 | 72.26 | 62.29 |
| ENSEMBLE | 38911 | 327897 | 370088 | 213870 | 65.22 | 57.79 |

Pourcentages en colonne

| | NETAB | EFFFIN | EFFREM | EFFCOR | TMOY |
|--------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| C - SARL non coopératives | 21.78 | 18.36 | 17.60 | 15.71 | 3.96 |
| D - SA non coopératives | 7.14 | 31.11 | 29.46 | 30.11 | 23.16 |
| E - Autres sociétés françaises | 1.36 | 7.49 | 6.30 | 9.54 | 38.62 |
| P - Administrations publiques | 1.43 | 5.88 | 5.96 | 7.00 | 26.92 |
| V - Associations | 59.46 | 30.08 | 33.39 | 29.79 | 2.75 |
| Z - Autres catégories | 8.82 | 7.09 | 7.29 | 7.86 | 4.89 |
| ENSEMBLE | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 5.49 |

11 - Synthèse sur la coopération agricole (EAE 1995 - champ SCEES)

| | NOMBRE | SALMOY | CAHT |
|--|------------|--------------|------------------|
| 020B / Exploitation forestière | 1 | 86 | 24287 |
| 151A / Production de viandes de boucherie | 30 | 4684 | 13882270 |
| 151C / Production de viandes de volaille | 9 | 723 | 930600 |
| 151E / Préparation industrielle de produits carnés | 4 | 202 | 132258 |
| 153A / Transformation et conservation de pommes de terre | 2 | 895 | 297404 |
| 153E / Transformation et conservation de légumes | 16 | 2842 | 3638588 |
| 153F / Transformation et conservation de fruits | 4 | 113 | 99069 |
| 155A / Fabrication de lait liquide et de produits frais | 13 | 1539 | 4499670 |
| 155B / Fabrication de beurre | 8 | 791 | 4774292 |
| 155C / Fabrication de fromages | 40 | 4541 | 10589982 |
| 155D / Fabrication d'autres produits laitiers | 8 | 1033 | 3160477 |
| 156B / Autres activités de travail des grains | 1 | 42 | 94506 |
| 157A / Fabrication d'aliments pour animaux de ferme | 56 | 3006 | 8673199 |
| 158H / Fabrication de sucre | 7 | 1939 | 4675999 |
| 159A / Production d'eaux de vie naturelle | 8 | 274 | 523956 |
| 159D / Production d'alcool éthylique de fermentation | 9 | 324 | 467211 |
| 159F / Champagnisation | 16 | 699 | 2250387 |
| 159G / Vinification | 132 | 2759 | 6312882 |
| 159J / Cidrerie | 1 | 43 | 38465 |
| TOTAL INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES | 365 | 26535 | 65065502 |
| 512A / Commerce de gros de céréales et aliments du bétail | 195 | 19357 | 79807814 |
| 512C / Commerce de gros de fleurs et plantes | 6 | 216 | 572562 |
| 512E / Commerce de gros d'animaux vivants | 74 | 4970 | 29969675 |
| 512J / Commerce de gros de tabac non manufacturé | 4 | 238 | 320459 |
| 513A / Commerce de gros de fruits et légumes | 85 | 4513 | 7530854 |
| 513C / Commerce de gros de viandes de boucherie | 3 | 953 | 2762367 |
| 513E / Commerce de gros de volailles et gibiers | 6 | 360 | 3761475 |
| 513G / Commerce de gros de produits laitiers, oeufs, huile | 45 | 2652 | 25540736 |
| 513J / Commerce de gros de boissons | 24 | 820 | 3133996 |
| 513T / Commerces de gros alimentaires spécialisés divers | 1 | 17 | 29025 |
| 513W / Commerce de gros alimentaire non spécialisé | 1 | 116 | 2167759 |
| 515L / Commerce de gros de produits chimiques | 33 | 1495 | 9249204 |
| TOTAL COMMERCE DE GROS | 477 | 35707 | 164845926 |
| ENSEMBLE DE LA COOPERATION AGRICOLE | 842 | 62242 | 229911428 |

12A - Personnes en emploi au 31 Décembre
Effectifs redressés sans double compte
Economie sociale et marges

| | FILTRE | | Niveau de revenu salarial sur Décembre 1995 | | | | | | ENSEMBLE |
|---------------------------|---------------|----------------|---|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------|
| | NON | OUI | AA | BB | CC | MM | RR | | |
| | | | | | | | | | |
| Coopération agricole | 997 | 25832 | 1150 | 971 | 2070 | 15586 | 7052 | 26829 | |
| Coopération de crédit | 2071 | 77289 | 2479 | 1508 | 2427 | 27288 | 45658 | 79360 | |
| Autres coopératives | 1687 | 55648 | 1534 | 2197 | 5391 | 35642 | 12571 | 57335 | |
| Mutuelles d'assurance | 256 | 31248 | 205 | 255 | 1303 | 14130 | 15611 | 31504 | |
| Mutuelles de prévoyance | 2581 | 61628 | 2785 | 3194 | 5928 | 33880 | 18422 | 64209 | |
| Caisses d'épargne | 410 | 34928 | 588 | 384 | 640 | 7614 | 26112 | 35338 | |
| Marges - Santé | 920 | 25959 | 920 | 1252 | 1738 | 10884 | 12085 | 26879 | |
| Autres marges | 11780 | 74276 | 12187 | 9071 | 10630 | 35797 | 18371 | 86056 | |
| Associations - Education | 35234 | 135134 | 35311 | 29945 | 25958 | 53144 | 26010 | 170368 | |
| Associations - Santé | 4242 | 107208 | 4370 | 6797 | 10629 | 52198 | 37456 | 111450 | |
| Associations - Social | 52557 | 470785 | 64335 | 107771 | 114975 | 169346 | 66915 | 523342 | |
| Associations - Culture | 23252 | 57691 | 22305 | 21770 | 10348 | 18012 | 8508 | 80943 | |
| Associations de personnes | 47039 | 142542 | 47651 | 42873 | 24988 | 47446 | 26623 | 189581 | |
| Autres associations | 26215 | 109251 | 27441 | 22075 | 16837 | 41902 | 27211 | 135466 | |
| ENSEMBLE | 209241 | 1409419 | 223261 | 250063 | 233862 | 562869 | 348605 | 1618660 | |

12B - Personnes en emploi au 31 Décembre
Effectifs redressés sans double compte
Champ DADS hors économie sociale et marges

| | FILTRE | | Niveau de revenu salarial sur Décembre 1995 | | | | | | ENSEMBLE |
|---|----------------|-----------------|---|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|----------|
| | NON | OUI | AA | BB | CC | MM | RR | | |
| | | | | | | | | | |
| A1 - Filière agro-alimentaire | 21309 | 492758 | 21948 | 42848 | 67657 | 284473 | 97141 | 514067 | |
| A2 - Combustibles, biens intermédiaires | 17732 | 1443574 | 22050 | 28794 | 81274 | 862134 | 467054 | 1461306 | |
| A3 - Automobile et biens d'équipement | 10426 | 1033906 | 11728 | 16378 | 40803 | 553873 | 421550 | 1044332 | |
| A4 - Biens de consommation | 23251 | 705026 | 24221 | 24222 | 65331 | 391860 | 222643 | 728277 | |
| A5 - Construction | 18679 | 1081352 | 26802 | 55648 | 124429 | 716192 | 176960 | 1100031 | |
| B1 - Commerce de gros | 27825 | 857638 | 26623 | 29281 | 60682 | 458622 | 310255 | 885463 | |
| B2 - Transports et logistique | 17120 | 519764 | 17732 | 23404 | 42695 | 343187 | 109866 | 536884 | |
| B3 - Services blancs aux entreprises | 85313 | 1058869 | 86155 | 46859 | 77903 | 425126 | 508139 | 1144182 | |
| B4 - Services bleus aux entreprises | 147016 | 459109 | 178211 | 89400 | 115026 | 178365 | 45123 | 606125 | |
| C1 - Entreprises d'intérêt général | 36128 | 966300 | 39935 | 24374 | 33547 | 417002 | 487570 | 1002428 | |
| C2 - Administrations publiques | 213393 | 1340891 | 233170 | 173331 | 116176 | 746392 | 285215 | 1554284 | |
| D1 - Banques et assurances | 5774 | 416846 | 6260 | 6668 | 16249 | 126753 | 266690 | 422620 | |
| D2 - Commerces de détail | 93028 | 1411099 | 92874 | 136309 | 273819 | 795524 | 205601 | 1504127 | |
| D3 - Services aux particuliers | 22333 | 423874 | 25270 | 47268 | 65715 | 226833 | 81121 | 446207 | |
| D4 - Hôtels, bars et restaurants | 64516 | 495057 | 60963 | 88838 | 110249 | 249522 | 50001 | 559573 | |
| E1 - Education et recherche | 24961 | 189964 | 24016 | 20644 | 21973 | 53169 | 95123 | 214925 | |
| E2 - Santé | 47855 | 1092417 | 57436 | 79154 | 74198 | 520888 | 408596 | 1140272 | |
| E3 - Action sociale | 24555 | 227957 | 28795 | 36204 | 36741 | 119907 | 30865 | 252512 | |
| F1 - Culture, loisirs et sports | 31733 | 150080 | 28872 | 17323 | 20210 | 57205 | 58203 | 181813 | |
| F2 - Groupements de personnes | 792 | 1762 | 817 | 486 | 383 | 689 | 179 | 2554 | |
| ENSEMBLE | 933739 | 14368243 | 1013878 | 987433 | 1445060 | 7527716 | 4327895 | 15301982 | |
| ENSEMBLE DU CHAMP DADS | 1142980 | 15777662 | 1237139 | 1237496 | 1678922 | 8090585 | 4676500 | 16920642 | |

13A - Personnes en emploi au 31 Décembre
Effectifs redressés sans double compte
Economie sociale et marges - Temps complet

| | FILTRE | | Niveau de revenu salarial sur Décembre 1995 | | | | | | ENSEMBLE |
|---------------------------|-------------|---------------|---|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|----------|
| | NON | OUI | AA | BB | CC | MM | RR | | |
| | | | | | | | | | |
| Coopération agricole | . | 22254 | . | 77 | 383 | 14819 | 6975 | 22254 | |
| Coopération de crédit | 52 | 71718 | 51 | 230 | 971 | 25167 | 45351 | 71770 | |
| Autres coopératives | 77 | 47472 | 26 | 281 | 2172 | 32908 | 12162 | 47549 | |
| Mutuelles d'assurance | 26 | 28284 | 26 | 51 | 307 | 12443 | 15483 | 28310 | |
| Mutuelles de prévoyance | 26 | 47984 | . | 281 | 1329 | 28949 | 17451 | 48010 | |
| Caisses d'épargne | 26 | 31785 | . | 154 | 256 | 5877 | 25524 | 31811 | |
| Marges - Santé | . | 19520 | . | 51 | 332 | 8048 | 11089 | 19520 | |
| Autres marges | 103 | 50207 | . | 486 | 1891 | 30201 | 17732 | 50310 | |
| Associations - Education | 179 | 69062 | 128 | 511 | 3730 | 41315 | 23557 | 69241 | |
| Associations - Santé | 26 | 76140 | 26 | 844 | 1610 | 40139 | 33547 | 76166 | |
| Associations - Social | 588 | 276119 | 332 | 24784 | 51611 | 136182 | 63798 | 276707 | |
| Associations - Culture | 78 | 22688 | . | 435 | 1482 | 13235 | 7614 | 22766 | |
| Associations de personnes | 256 | 66174 | 26 | 945 | 3986 | 36511 | 24962 | 66430 | |
| Autres associations | 307 | 67451 | . | 511 | 3526 | 37328 | 26393 | 67758 | |
| ENSEMBLE | 1537 | 896858 | 26 | 29641 | 73586 | 463122 | 331638 | 898602 | |

13B - Personnes en emploi au 31 Décembre
Effectifs redressés sans double compte
Economie sociale et marges - Temps partiel

| | FILTRE | | Niveau de revenu salarial sur Décembre 1995 | | | | | | | ENSEMBLE |
|---------------------------|---------------|---------------|---|---------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--|----------|
| | NON | OUI | AA | BB | CC | MM | RR | | | |
| | | | | | | | | | | |
| Coopération agricole | 997 | 3578 | 1150 | 894 | 1687 | 767 | 77 | 4575 | | |
| Coopération de crédit | 2019 | 5571 | 2428 | 1278 | 1456 | 2121 | 307 | 7590 | | |
| Autres coopératives | 1610 | 8176 | 1508 | 1916 | 3219 | 2734 | 409 | 9786 | | |
| Mutuelles d'assurance | 230 | 2964 | 179 | 204 | 996 | 1687 | 128 | 3194 | | |
| Mutuelles de prévoyance | 2555 | 13644 | 2785 | 2913 | 4599 | 4931 | 971 | 16199 | | |
| Caisses d'épargne | 384 | 3143 | 588 | 230 | 384 | 1737 | 588 | 3527 | | |
| Marges - Santé | 920 | 6439 | 920 | 1201 | 1406 | 2836 | 996 | 7359 | | |
| Autres marges | 11677 | 24069 | 12187 | 8585 | 8739 | 5596 | 639 | 35746 | | |
| Associations - Education | 35055 | 66072 | 35183 | 29434 | 22228 | 11829 | 2453 | 101127 | | |
| Associations - Santé | 4216 | 31068 | 4344 | 5953 | 9019 | 12059 | 3909 | 35284 | | |
| Associations - Social | 51969 | 194666 | 64003 | 82987 | 63364 | 33164 | 3117 | 246635 | | |
| Associations - Culture | 23174 | 35003 | 22305 | 21335 | 8866 | 4777 | 894 | 58177 | | |
| Associations de personnes | 46783 | 76368 | 47625 | 41928 | 21002 | 10935 | 1661 | 123151 | | |
| Autres associations | 25908 | 41800 | 27441 | 21564 | 13311 | 4574 | 818 | 67708 | | |
| ENSEMBLE | 207497 | 512561 | 222646 | 220422 | 160276 | 99747 | 16967 | 720058 | | |

14A - Personnes en emploi au 31 Décembre
Effectifs redressés sans double compte

Economie sociale et marges

Revenu salarial moyen par tranche, primes comprises

| Niveau de revenu salarial sur Décembre 1995 | | | | | | |
|---|--------|---------|---------|---------|----------|----------|
| | AA | •BB | CC | MM | RR | ENSEMBLE |
| Coopération agricole | 686.96 | 2303.81 | 4107.25 | 7689.14 | 16286.02 | 9177.42 |
| Coopération de crédit | 762.00 | 2326.26 | 4227.03 | 8329.12 | 15348.42 | 11891.62 |
| Autres coopératives | 779.01 | 2578.52 | 4440.18 | 7550.70 | 17123.62 | 8985.44 |
| Mutuelles d'assurance | 507.32 | 2160.78 | 4185.73 | 8311.04 | 16539.04 | 12117.03 |
| Mutuelles de prévoyance | 792.82 | 2430.81 | 4039.98 | 7757.29 | 16335.09 | 9308.09 |
| Caisse d'épargne | 746.60 | 2315.10 | 4006.25 | 8315.21 | 15619.14 | 13443.06 |
| Marges - Santé | 651.09 | 2435.30 | 3962.60 | 7953.51 | 15154.65 | 10426.17 |
| Autres marges | 692.05 | 2293.68 | 4051.08 | 7530.46 | 16292.91 | 7450.82 |
| Associations - Education | 650.22 | 2415.60 | 3983.20 | 7269.06 | 15334.37 | 5774.82 |
| Associations - Santé | 778.49 | 2413.12 | 4056.36 | 7680.05 | 16172.55 | 9596.78 |
| Associations - Social | 761.67 | 2481.32 | 3795.16 | 7439.81 | 13726.64 | 5600.90 |
| Associations - Culture | 710.83 | 2426.64 | 4030.25 | 7331.67 | 17332.28 | 4817.08 |
| Associations de personnes | 649.60 | 2430.76 | 3909.36 | 7299.01 | 15678.92 | 5256.77 |
| Autres associations | 648.15 | 2399.23 | 4009.38 | 7523.22 | 16146.74 | 6591.04 |

14B - Personnes en emploi au 31 Décembre
Effectifs redressés sans double compte
Champ DADS hors économie sociale et marges
Revenu salarial moyen par tranche, primes comprises

| Niveau de revenu salarial sur Décembre 1995 | | | | | | |
|---|---------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| | AA | BB | CC | MM | RR | ENSEMBLE |
| A1 - Filière agro-alimentaire | 791.23 | 2211.96 | 4143.28 | 7153.92 | 17069.36 | 7947.79 |
| A2 - Combustibles, biens intermédiaires | 738.41 | 2363.83 | 4236.68 | 7509.78 | 16811.77 | 10097.21 |
| A3 - Automobile et biens d'équipement | 719.22 | 2382.34 | 4216.85 | 7951.13 | 16983.09 | 11282.48 |
| A4 - Biens de consommation | 728.67 | 2340.48 | 4221.89 | 7152.99 | 18911.06 | 10110.92 |
| A5 - Construction | 1065.63 | 2440.12 | 4848.01 | 7919.03 | 18260.85 | 8791.18 |
| B1 - Commerce de gros | 708.03 | 2394.21 | 4182.61 | 7606.13 | 20995.37 | 11683.18 |
| B2 - Transports et logistique | 831.60 | 2409.67 | 4384.92 | 8133.31 | 17008.30 | 9160.71 |
| B3 - Services blancs aux entreprises | 680.75 | 2408.82 | 4136.57 | 7732.01 | 20921.41 | 12595.76 |
| B4 - Services bleus aux entreprises | 574.53 | 2312.38 | 4194.93 | 6970.49 | 17665.91 | 4672.42 |
| C1 - Entreprises d'intérêt général | 549.14 | 2397.51 | 4078.81 | 8744.27 | 14787.97 | 11046.92 |
| C2 - Administrations publiques | 651.79 | 2452.97 | 3970.54 | 7801.20 | 14314.07 | 7041.04 |
| D1 - Banques et assurances | 892.97 | 2356.78 | 4170.60 | 8246.69 | 18636.61 | 14444.57 |
| D2 - Commerces de détail | 719.72 | 2306.68 | 4068.83 | 6892.30 | 16562.49 | 6903.43 |
| D3 - Services aux particuliers | 742.30 | 2309.47 | 4111.01 | 7140.90 | 17871.19 | 7771.27 |
| D4 - Hôtels, bars et restaurants | 724.85 | 2466.67 | 4139.98 | 7150.09 | 15498.89 | 5859.50 |
| E1 - Education et recherche | 718.85 | 2278.68 | 3947.94 | 7740.92 | 17762.70 | 10479.33 |
| E2 - Santé | 808.31 | 2483.18 | 4034.53 | 7930.55 | 14272.26 | 9212.59 |
| E3 - Action sociale | 745.89 | 2455.86 | 3982.96 | 7457.92 | 13490.17 | 6207.07 |
| F1 - Culture, loisirs et sports | 729.50 | 2480.98 | 4207.47 | 7478.35 | 20521.49 | 9742.34 |
| F2 - Groupements de personnes | 593.64 | 2364.20 | 4164.49 | 7390.42 | 13642.46 | 4214.17 |
| ENSEMBLE DU CHAMP DADS | 690.74 | 2399.80 | 4146.47 | 7629.30 | 17183.14 | 9034.43 |

**15 - Economie sociale et marges :
Relations volume-valeur (concentration)
entre le nombre de personnes en emploi fin Décembre 1995
et les masses de revenu salarial mensuel correspondantes**

| | Indice de GINI | Répartition du nombre de personnes | | | | | | Répartition de la masse salariale correspondante | | | | | |
|---------------------------|----------------------|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|------|--|-------|-------|-------|--|--|
| | | AA | BB | CC | MM | RR | AA | BB | CC | MM | RR | | |
| | | | | | | | | | | | | | |
| Coopération agricole | 3081 | 4.29 | 3.62 | 7.72 | 58.09 | 26.28 | 0.31 | 0.92 | 3.51 | 49.00 | 46.25 | | |
| Coopération de crédit | 2645 | 3.12 | 1.90 | 3.06 | 34.39 | 57.53 | 0.19 | 0.37 | 1.09 | 24.36 | 73.98 | | |
| Autres coopératives | 2967 | 2.68 | 3.83 | 9.40 | 62.16 | 21.93 | 0.23 | 1.02 | 4.57 | 52.99 | 41.19 | | |
| Mutuelles d'assurance | 2653 | 0.65 | 0.81 | 4.14 | 44.85 | 49.55 | 0.03 | 0.15 | 1.42 | 31.55 | 66.84 | | |
| Mutuelles de prévoyance | 3251 | 4.34 | 4.97 | 9.23 | 52.77 | 28.69 | 0.36 | 1.30 | 4.02 | 44.15 | 50.17 | | |
| Caisses d'épargne | 2314 | 1.66 | 1.09 | 1.81 | 21.55 | 73.89 | 0.09 | 0.18 | 0.54 | 13.38 | 85.80 | | |
| Marges - Santé | 3030 | 3.42 | 4.66 | 6.47 | 40.49 | 44.96 | 0.21 | 1.09 | 2.45 | 30.89 | 65.35 | | |
| Autres marges | 4186 | 14.16 | 10.54 | 12.35 | 41.60 | 21.35 | 1.31 | 3.23 | 6.71 | 42.08 | 46.68 | | |
| Associations - Education | 4644 | 20.73 | 17.58 | 15.24 | 31.19 | 15.27 | 2.34 | 7.38 | 10.55 | 39.32 | 40.41 | | |
| Associations - Santé | 3390 | 3.92 | 6.10 | 9.54 | 46.84 | 33.61 | 0.32 | 1.54 | 4.02 | 37.46 | 56.67 | | |
| Associations - Social | 3964 | 12.29 | 20.59 | 21.97 | 32.36 | 12.79 | 1.66 | 9.12 | 14.93 | 43.07 | 31.23 | | |
| Associations - Culture | 5300 | 27.56 | 26.90 | 12.78 | 22.25 | 10.51 | 3.94 | 13.52 | 10.60 | 33.85 | 38.09 | | |
| Associations de personnes | 5073 | 25.13 | 22.61 | 13.18 | 25.03 | 14.04 | 3.06 | 10.48 | 9.81 | 34.87 | 41.77 | | |
| Autres associations | 4744 | 20.26 | 16.30 | 12.43 | 30.93 | 20.09 | 2.01 | 6.01 | 7.64 | 35.46 | 48.87 | | |

16A - Volume de travail annuel
Economie sociale et marges
Temps complet, exprimés en années-travail

| | ANTRAV | HEURES | NET | SUP | SALHOR | SALJOUR | JOURS |
|---------------------------|--------|---------|-----------|---------|--------|---------|--------|
| Coopération agricole | 23955 | 2074.20 | 117353.22 | 2954.97 | 56.57 | 325.98 | 252.07 |
| Coopération de crédit | 72972 | 2038.95 | 147697.12 | 4483.31 | 72.43 | 410.26 | 275.79 |
| Autres coopératives | 49200 | 2002.48 | 109990.16 | 5805.03 | 54.92 | 305.52 | 283.53 |
| Mutuelles d'assurance | 30012 | 1939.96 | 147478.55 | 5823.74 | 76.02 | 409.66 | 305.98 |
| Mutuelles de prévoyance | 47759 | 1993.32 | 125274.98 | 1231.33 | 62.84 | 347.98 | 300.68 |
| Caisses d'épargne | 32045 | 1935.93 | 166070.50 | 1181.91 | 85.78 | 461.30 | 284.32 |
| Marges - Santé | 19320 | 2005.04 | 142075.26 | 528.68 | 70.85 | 394.65 | 303.80 |
| Autres marges | 51929 | 2019.22 | 122131.84 | 1776.70 | 60.48 | 339.25 | 215.64 |
| Associations - Education | 70436 | 2006.85 | 114829.96 | 1522.31 | 57.21 | 318.97 | 252.53 |
| Associations - Santé | 74737 | 2010.59 | 133556.98 | 1089.82 | 66.42 | 370.99 | 300.87 |
| Associations - Social | 271570 | 1988.68 | 91448.73 | 733.73 | 45.98 | 254.02 | 281.00 |
| Associations - Culture | 27112 | 2031.16 | 116998.88 | 2633.66 | 57.60 | 324.99 | 132.50 |
| Associations de personnes | 70611 | 2009.01 | 116676.83 | 1574.50 | 58.07 | 324.10 | 161.17 |
| Autres associations | 75687 | 2021.79 | 119251.98 | 3655.19 | 58.98 | 331.25 | 188.45 |

16B - Volume de travail annuel
Economie sociale et marges
Temps partiel au moins égal au mi-temps, exprimés en années-contrat

| | ANCONT | HEURES | NET | SUP | SALHOR | SALJOUR | JOURS |
|---------------------------|--------|---------|-----------|---------|--------|---------|--------|
| Coopération agricole | 1845 | 1303.01 | 57872.56 | 478.48 | 44.41 | 160.75 | 199.98 |
| Coopération de crédit | 4432 | 1333.50 | 80612.05 | 1100.56 | 60.45 | 223.92 | 281.31 |
| Autres coopératives | 5937 | 1335.75 | 71667.48 | 4096.95 | 53.65 | 199.07 | 245.28 |
| Mutuelles d'assurance | 2347 | 1422.83 | 89614.80 | 1807.54 | 62.98 | 248.93 | 300.55 |
| Mutuelles de prévoyance | 10499 | 1302.19 | 74880.46 | 512.54 | 57.50 | 208.00 | 267.50 |
| Caisses d'épargne | 2281 | 1418.80 | 104801.36 | 324.42 | 73.86 | 291.11 | 281.89 |
| Marges - Santé | 5227 | 1201.75 | 85058.57 | 59.88 | 70.77 | 236.27 | 280.00 |
| Autres marges | 14201 | 1272.36 | 64720.63 | 1286.61 | 50.86 | 179.77 | 222.57 |
| Associations - Education | 37983 | 1217.48 | 56119.80 | 556.17 | 46.09 | 155.88 | 223.73 |
| Associations - Santé | 25006 | 1258.16 | 87043.81 | 986.06 | 69.18 | 241.78 | 279.85 |
| Associations - Social | 130655 | 1227.66 | 53077.41 | 2273.19 | 43.23 | 147.43 | 244.15 |
| Associations - Culture | 19105 | 1179.84 | 53599.55 | 1249.68 | 45.42 | 148.88 | 154.97 |
| Associations de personnes | 49685 | 1189.69 | 50109.50 | 362.90 | 42.11 | 139.19 | 174.66 |
| Autres associations | 27755 | 1228.01 | 51016.13 | 763.33 | 41.54 | 141.71 | 173.96 |

16C - Volume de travail annuel
Economie sociale et marges
Temps partiel inférieur au mi-temps, exprimés en années-contrat

| | ANCONT | HEURES | NET | SUP | SALHOR | SALJOUR | JOURS |
|---------------------------|--------|--------|----------|---------|--------|---------|--------|
| Coopération agricole | 2553 | 405.52 | 20002.48 | 1013.28 | 49.32 | 55.56 | 219.35 |
| Coopération de crédit | 4542 | 370.27 | 17764.30 | 588.30 | 47.97 | 49.34 | 239.67 |
| Autres coopératives | 4623 | 479.45 | 25984.94 | 2612.51 | 54.19 | 72.18 | 236.88 |
| Mutuelles d'assurance | 1559 | 610.41 | 43624.85 | 1610.53 | 71.46 | 121.18 | 278.13 |
| Mutuelles de prévoyance | 9609 | 493.29 | 34126.36 | 454.38 | 69.17 | 94.79 | 244.82 |
| Caisses d'épargne | 1647 | 461.63 | 32365.33 | 44.92 | 70.11 | 89.90 | 232.09 |
| Marges - Santé | 4473 | 430.08 | 39508.70 | 97.02 | 91.86 | 109.74 | 250.09 |
| Autres marges | 46423 | 333.79 | 16022.76 | 372.87 | 48.00 | 44.50 | 231.53 |
| Associations - Education | 86727 | 292.88 | 20898.15 | 291.58 | 71.35 | 58.05 | 225.12 |
| Associations - Santé | 20540 | 463.67 | 38961.57 | 292.11 | 84.02 | 108.22 | 254.53 |
| Associations - Social | 166784 | 445.92 | 20747.85 | 215.57 | 46.52 | 57.63 | 233.27 |
| Associations - Culture | 63642 | 292.38 | 18536.68 | 766.82 | 63.39 | 51.49 | 209.56 |
| Associations de personnes | 137689 | 280.65 | 14837.90 | 220.72 | 52.86 | 41.21 | 213.66 |
| Autres associations | 53007 | 398.19 | 17164.35 | 358.57 | 43.10 | 47.67 | 164.61 |

17A - Economie sociale et marges
Ensemble des postes en équivalents années complètes à temps plein

| | Années travail à temps plein | | | | NET | SUP | SALHOR |
|---------------------------|------------------------------|-----------------|------------------|----------------|-----------|---------|--------|
| | Temps complet | Temps partiel I | Temps partiel II | TOTAL | | | |
| Coopération agricole | 23955 | 1186 | 511 | 25651 | 115747.41 | 2894.85 | 55.88 |
| Coopération de crédit | 72972 | 2914 | 829 | 76715 | 146198.67 | 4362.94 | 71.72 |
| Autres coopératives | 49200 | 3910 | 1093 | 54204 | 109903.33 | 5940.74 | 54.81 |
| Mutuelles d'assurance | 30012 | 1647 | 469 | 32127 | 146429.33 | 5650.40 | 75.25 |
| Mutuelles de prévoyance | 47759 | 6741 | 2337 | 56838 | 124865.80 | 1206.14 | 62.46 |
| Caisses d'épargne | 32045 | 1596 | 375 | 34015 | 165043.90 | 1137.36 | 85.01 |
| Marges - Santé | 19320 | 3097 | 949 | 23365 | 144064.76 | 469.11 | 71.70 |
| Autres marges | 51929 | 8910 | 7641 | 68480 | 116897.71 | 1866.88 | 57.83 |
| Associations - Education | 70436 | 22803 | 12525 | 105763 | 113764.75 | 1452.65 | 56.48 |
| Associations - Santé | 74737 | 15513 | 4696 | 94946 | 136481.98 | 1180.73 | 67.75 |
| Associations - Social | 271570 | 79092 | 36673 | 387336 | 90954.50 | 1374.04 | 45.46 |
| Associations - Culture | 27112 | 11115 | 9176 | 47402 | 113407.59 | 3039.52 | 55.87 |
| Associations de personnes | 70611 | 29147 | 19055 | 118813 | 107491.40 | 1343.28 | 53.30 |
| Autres associations | 75687 | 16806 | 10408 | 102902 | 110315.49 | 3079.10 | 54.51 |
| TOTAL | 917345 | 204477 | 106737 | 1228557 | | | |

17B - Champ DADS hors économie sociale et marges
Ensemble des postes en équivalents années complètes à temps plein

| | Années travail à temps plein | | | | | NET | SUP | SALHOR |
|---|------------------------------|-----------------|------------------|-----------------|--|----------------|--------------|--------|
| | Temps complet | Temps partiel I | Temps partiel II | TOTAL | | | | |
| | | | | | | | | |
| A1 - Filière agro-alimentaire | 424547 | 35673 | 11680 | 471901 | | 2910.74 | 50.51 | |
| A2 - Combustibles, biens intermédiaires | 1339312 | 69387 | 17189 | 1425888 | | 3936.20 | 60.81 | |
| A3 - Automobile et biens d'équipement | 985907 | 41298 | 9423 | 1036628 | | 6662.07 | 67.05 | |
| A4 - Biens de consommation | 623601 | 44581 | 15259 | 683441 | | 5000.04 | 63.03 | |
| A5 - Construction | 961160 | 78352 | 15179 | 1054691 | | 14361.10 | 50.19 | |
| B1 - Commerce de gros | 778506 | 41964 | 15503 | 835973 | | 12841.33 | 67.49 | |
| B2 - Transports et logistique | 458886 | 30007 | 13830 | 502723 | | 9810.98 | 52.94 | |
| B3 - Services blancs aux entreprises | 908242 | 68070 | 36434 | 1012745 | | 9494.58 | 80.35 | |
| B4 - Services bleus aux entreprises | 339126 | 117881 | 83735 | 540743 | | 4781.40 | 45.56 | |
| C1 - Entreprises d'intérêt général | 871258 | 43661 | 20340 | 935259 | | 5568.98 | 68.08 | |
| C2 - Administrations publiques | 970881 | 136773 | 73948 | 1181602 | | 594.85 | 54.69 | |
| D1 - Banques et assurances | 379650 | 22573 | 7543 | 409766 | | 4956.28 | 86.54 | |
| D2 - Commerces de détail | 1072632 | 178191 | 50477 | 1301300 | | 1415.09 | 48.03 | |
| D3 - Services aux particuliers | 355108 | 39967 | 17169 | 412245 | | 1999.29 | 51.68 | |
| D4 - Hôtels, bars et restaurants | 359616 | 76734 | 33251 | 469601 | | 5341.44 | 42.51 | |
| E1 - Education et recherche | 154411 | 11899 | 8418 | 174728 | | 2376.64 | 75.63 | |
| E2 - Santé | 863160 | 114232 | 33624 | 1011016 | | 885.89 | 61.04 | |
| E3 - Action sociale | 148268 | 31336 | 14527 | 194131 | | 838.28 | 47.66 | |
| F1 - Culture, loisirs et sports | 100971 | 15677 | 14627 | 131274 | | 6732.48 | 77.85 | |
| F2 - Groupements de personnes | 702 | 397 | 272 | 1371 | | 976.10 | 50.97 | |
| ENSEMBLE DU CHAMP DADS | 13013287 | 1403130 | 599165 | 15015583 | | 5219.67 | 59.69 | |

Annexes

1 - Fichier des établissements 1995 rectifié : croisement des formes juridiques et des activités (emploi définition EFFCOR)

| | A1 | A2 | A3 | A4 | A5 | B1 | B2 | B3 | B4 | C1 | C2 |
|----------------------------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|-----------------|
| A - Entreprises individuelles | 91775 | 25014 | 17499 | 22644 | 180901 | 22438 | 27490 | 75632 | 16576 | 833 | . |
| B - Sociétés coopératives | 15173 | 4032 | 1593 | 4048 | 9524 | 27370 | 3043 | 5276 | 1381 | 201 | . |
| C - SARL non coopératives | 78489 | 210088 | 119593 | 154320 | 377461 | 239582 | 134863 | 225875 | 121771 | 8123 | 34 |
| D - SA non coopératives | 287614 | 1102556 | 842059 | 485612 | 422695 | 532528 | 306875 | 569354 | 260629 | 153061 | 361 |
| E - Autres sociétés françaises | 22347 | 63431 | 30151 | 25440 | 68188 | 47615 | 17969 | 152142 | 6995 | 4215 | . |
| F - EPIC et assimilés | 191 | 15150 | . | 1782 | . | 884 | 17847 | 1493 | 30 | 833250 | 3681 |
| G - Sociétés de droit étranger | 336 | 5233 | 2466 | 273 | 295 | 3567 | 2490 | 5612 | 1078 | 4020 | . |
| P - Administrations publiques | 831 | 0 | 29 | 113 | 7 | 14 | 5736 | 24807 | 68 | 16120 | 1154315 |
| R - Sécurité sociale | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . |
| S - Marges de l'économie sociale | . | . | . | 7 | 1 | 11 | 245 | 13003 | 68 | 7 | 915 |
| U - Mutualité et mutuelles | . | . | 68 | 2 | . | . | 3 | 196 | . | . | . |
| V - Associations | 391 | 1252 | 35 | 998 | 588 | 45 | 5513 | 39320 | 13827 | 87 | 4633 |
| ENSEMBLE | 497147 | 1426756 | 1013493 | 695239 | 1059660 | 874054 | 522074 | 1112711 | 422423 | 1019917 | 1403856 |
| | D1 | D2 | D3 | D4 | E1 | E2 | E3 | F1 | F2 | | TOTAL |
| A - Entreprises individuelles | 17827 | 194925 | 101760 | 94272 | 8198 | 64303 | 1498 | 6106 | 38 | | 969729 |
| B - Sociétés coopératives | 92786 | 10332 | 1087 | 602 | 353 | 169 | 405 | 645 | | | 178020 |
| C - SARL non coopératives | 9175 | 336643 | 135231 | 172957 | 21309 | 43121 | 12432 | 33597 | | | 2434664 |
| D - SA non coopératives | 339074 | 655297 | 124100 | 177472 | 24342 | 95738 | 11045 | 64392 | | | 6454804 |
| E - Autres sociétés françaises | 17544 | 188948 | 16239 | 33291 | 5453 | 44192 | 1460 | 20396 | 1284 | | 767300 |
| F - EPIC et assimilés | 17347 | 6 | 20379 | 306 | 28524 | . | 2 | 8572 | | | 949444 |
| G - Sociétés de droit étranger | 10475 | 796 | 176 | 2557 | 340 | 2 | 6 | 935 | 71 | | 40728 |
| P - Administrations publiques | 6322 | 4 | 27314 | 13950 | 99535 | 835139 | 201822 | 14971 | 277 | | 2401374 |
| R - Sécurité sociale | 45 | 34 | 98 | 655 | 76 | 10394 | 4043 | . | . | | 255263 |
| S - Marges de l'économie sociale | 35080 | 18 | 22613 | 6258 | 10033 | 26757 | 11144 | 542 | 12757 | | 139459 |
| U - Mutualité et mutuelles | 69663 | 2411 | 69 | 570 | 17 | 14172 | 5041 | . | 11 | | 92223 |
| V - Associations | 2098 | 214 | 1529 | 35935 | 144325 | 113169 | 476818 | 63714 | 148023 | | 1052514 |
| ENSEMBLE | 617436 | 1389628 | 450595 | 538825 | 342505 | 1247156 | 725716 | 213870 | 162461 | | 15735522 |

2 - Compléments d'information sur les DADS

Les déclarations annuelles de données sociales sont utilisées d'une part par l'administration fiscale pour déterminer l'assiette de certaines taxes assises sur les salaires et contrôler le montant des revenus déclarés par les salariés, d'autre part par les organismes de Sécurité Sociale pour calculer certaines cotisations dues par les employeurs, contrôler le versement de l'ensemble de leurs cotisations, et gérer les comptes individuels des salariés afin de déterminer leurs droits aux pensions de retraite et à la couverture par l'assurance maladie. L'INSEE en est le troisième destinataire officiel ; il utilise les DADS à des fins exclusivement statistiques, pour produire des chiffres sur l'emploi et les salaires, et ce depuis 1950.

Le champ couvert par la source est vaste. A l'exception des particuliers employant du personnel domestique, toute personne physique ou morale établie en France qui verse des traitements ou des salaires doit remplir une déclaration annuelle du type DADS, même si le formulaire porte parfois un autre nom. Chaque établissement effectue une déclaration, qui comprend tous ses salariés, quel que soit le montant des rémunérations qui leur ont été payées dans l'année. L'INSEE exclut actuellement de l'exploitation statistique les salariés agricoles et les agents de l'Etat, dont les déclarations liées à des régimes spéciaux de Sécurité Sociale sont particulières. Malgré cette restriction de champ, l'INSEE reçoit et traite chaque année deux millions de déclarations totalisant 30 millions de "lignes salariés".

L'INSEE exploite dans les DADS un certain nombre de données brutes (d'autres informations étant destinées uniquement aux régimes sociaux) qui sont ensuite redressées et mises en forme dans des fichiers de données exploitables :

| Données de base | Données mises en forme pour exploitation |
|---|---|
| Etablissement : raison sociale | |
| SIRET | SIRET |
| Adresse (lieu de travail) | Département et commune |
| Forme juridique de l'entreprise | Forme juridique de l'entreprise |
| Activité économique | APEN, APET |
| Effectifs inscrits au 31 décembre de l'année | Effectifs inscrits au 31 décembre de l'année |
| Masse des salaires bruts | Masse des salaires bruts |
| Salarié : nom et prénom | |
| NIR | Sexe, âge, département de naissance NIR en clair sur un échantillon au 25ème Prochainement : NIR en clair sur l'exhaustif |
| Adresse (lieu de domicile) | Département et commune |
| Nature de l'emploi et qualification | Code de CS |
| Nombre d'heures salariées | Nombre d'heures salariées |
| Dates de début et de fin de la période d'emploi | Dates de début et de fin de la période d'emploi |
| Condition d'emploi (temps complet ou partiel) | Condition d'emploi (temps complet ou partiel) |
| Salaire annuel brut | Salaire annuel brut |
| Salaire annuel net | Salaire annuel net |
| Avantages en nature | Avantages en nature |
| Indemnités pour frais professionnels | Indemnités pour frais professionnels |
| Autres rémunérations | Autres rémunérations |

Historique de l'exploitation des DADS

1950 : A l'origine, les documents exploités par l'INSEE, qui portent le nom de 1024 ou 2460, sont des imprimés fiscaux prêtés par la Direction Générale des Impôts. Les premières années sont marquées par des difficultés de collecte et des restrictions de champ couvert, dues à la lourdeur de l'enquête. La région parisienne est exclue en 1953, et seuls les salariés permanents du secteur privé sont traités de 1956 à 1961. Un échantillon au 25ème est créé ; mais il ne porte que sur des "lignes salariés", non sur les salariés eux-mêmes.

1962 : Cette année correspond à la première exploitation informatique. Le recours aux ordinateurs permet d'élargir le traitement à l'ensemble des salariés à temps complet. Les services publics industriels et les industries "para-agricoles" intègrent le champ. C'est également en 1962 qu'est réalisée la première étude des salaires par âge, qui sera reprise ensuite chaque année. Un nouveau procédé d'échantillonnage est mis en œuvre à partir de 1964 : on sonde les salariés eux-mêmes, à partir de leur numéro d'identification, qui permet de sélectionner les personnes nées au mois d'octobre d'une année paire. Cette nouvelle procédure d'échantillonnage permet de rassembler les différents bulletins de paie, versés à un même individu dans une entreprise, même s'il a changé d'établissement au cours de l'année. La notion de poste de travail consolidé au sein d'une entreprise a donc vu le jour à cette époque. Le procédé d'échantillonnage est également utilisé depuis 1967 pour constituer un panel de salariés que l'on suit chaque année afin de réaliser des études longitudinales sur les carrières salariales. A partir de 1970, les documents exploités prennent le nom de DAS (Déclaration Annuelle de Salaires) et résultent de la fusion du document fiscal avec un autre document destiné aux organismes de Sécurité Sociale. C'est à cette occasion que l'INSEE devient un partenaire à part entière, recevant en propre un exemplaire de la déclaration et contribuant au financement de l'opération.

1976 : L'exploitation informatique des DAS est refondue et entre dans sa seconde génération. Un rapprochement systématique avec le référentiel SIRENE permet une meilleure qualité de l'identification des établissements. La NAP (nomenclature d'activités et de produits, mise au point en 1973) est intégrée dans le traitement, en remplacement de la NAE (ancienne nomenclature d'activités économiques). Les variables "durée d'emploi" et "condition d'emploi" commencent à être utilisées à des fins de contrôle de la vraisemblance des données. Il est ainsi postulé, par exemple, qu'un individu ne peut pas travailler sur la même période à temps complet pour plusieurs entreprises différentes. En 1983, la DAS fusionne avec la déclaration annuelle d'activité salariée et devient la DADS.

1993 : L'exploitation des DADS devient exhaustive. Alors que jusqu'en 1992 seul un salarié sur 25 était entièrement exploité, il devient désormais possible, sans qu'aucune charge supplémentaire soit imposée aux entreprises et dans des conditions qui assurent un taux de réponse bien supérieur à celui que pourrait obtenir toute enquête équivalente, de disposer d'une information sur l'ensemble des employeurs et des salariés du champ. L'exhaustivité de la source permet en particulier d'étudier la pluriactivité et de suivre des salariés au cours d'une année ou au fil d'années successives.

La transmission des données et la protection de leur confidentialité

La nature du traitement s'est profondément modifiée au cours du temps. Les déclarations, autrefois sur papier, sont de plus en plus souvent transmises par les entreprises sur support magnétique. Un dispositif interministériel de transmission des données s'est progressivement mis en place. Cette procédure, dite transfert de données sociales (TDS) a été autorisée en 1985 par un décret qui autorise l'INSEE à recevoir exhaustivement les informations, y compris le numéro individuel d'identification des personnes physiques (NIR).

Deux systèmes de transmission coexistent : "TDS-Normes" et "TDS-Saisie Unique".

Les entreprises qui le souhaitent peuvent adhérer au système TDS-Normes : dans ce cas, elles transmettent leurs déclarations, en respectant un cahier des charges, par bande, disquette, transfert télématique, à un interlocuteur administratif unique, qui rétrocède les informations aux partenaires de la DADS. Pour la majeure partie des déclarations qui restent sur support papier, un système de saisie unique fonctionne, l'organisme serveur adressant les fichiers de données saisies aux autres partenaires via TDS-Saisie Unique. Un décret complémentaire couvre la transmission à la DGI de TDS-Bilatéral (entreprises dont les salariés ne dépendent pas du régime général de la Sécurité Sociale) et un protocole d'accord INSEE-DGI, signé en 1975, autorise l'INSEE à recevoir ces informations.

Au total l'INSEE reçoit actuellement 94 % des lignes salariées sous forme magnétique et cette proportion continue à croître. Les 6% restant sous une forme papier font l'objet d'une saisie assurée partiellement dans les Directions Régionales, partiellement par des sous-traitants.

La position du droit de la statistique publique française en ce qui concerne l'accès aux données administratives est assez ouverte. Le principe de transmission à l'INSEE de données fiscales et sociales, qui faisait depuis longtemps l'objet d'accords entre administrations a été ratifié par une loi du 23 décembre 1986. Celle-ci comprend un article (7bis) qui autorise la transmission à l'INSEE, ainsi qu'aux services statistiques des ministères, à des fins exclusives d'établissements de statistiques, de données individuelles collectées initialement à d'autres fins par toute administration. Des conditions sont bien évidemment requises : l'accord des ministères concernés et, dans le cas où les données sont relatives à des personnes physiques, elles ne doivent concerner ni la santé ni la vie sexuelle. Si les données sont nominatives, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) doit donner son accord.

Détails sur la nouvelle exploitation des DADS

L'exploitation des DADS est pour partie informatique et pour partie manuelle. Elle est assurée dans deux pôles, situés dans les Directions Régionales de Reims et de Dijon. Le traitement se décompose en trois parties, intitulées *Collecte*, *Qualité* et *Statistique et Diffusion*.

La phase Collecte permet de contrôler la bonne identification des employeurs et des individus, et de codifier automatiquement la catégorie socioprofessionnelle et la commune de résidence du salarié, à partir de libellés en clair de professions ou de communes. La codification de la CS se fait dans une nomenclature particulière aux DADS, pour tenir compte des caractéristiques spécifiques des apprentis et des stagiaires en termes de salaire, mais très proche de la nomenclature officielle.

Pour traiter les rejets de traitement automatique, il y a reprise manuelle dans les deux pôles, qui traitent la totalité des rejets d'identification des employeurs et 1/25ème des rejets de codification de la CS et de la commune de résidence ; la charge de travail pour traiter la totalité de ces rejets serait en effet trop importante. Le traitement manuel concerne également les entreprises qui sont en décalage de paye (dates de rémunération du 1er décembre au 30 novembre) et les caisses de congés payés, afin de pouvoir distinguer les salariés des allocataires gérés par ces établissements.

La phase Qualité a pour objectif d'assurer le cohérence des déclarations dans un établissement ou dans une entreprise et de contrôler l'exhaustivité de la source. La nouveauté par rapport aux traitements des validités précédentes consiste à rapprocher les données issues de deux validités successives pour chaque établissement et pour chaque salarié. Les informations de la validité antérieure sont ainsi rappelées, et servent à vérifier l'exhaustivité et la qualité des données de la validité en cours de traitement.

Pour les employeurs, les informations vérifiées concernent les masses financières globales, la localisation et le regroupement éventuel de plusieurs établissements sur une même déclaration. En cas de regroupement ou de mauvaise localisation, les pôles proposent de transférer tout ou partie des salariés de l'établissement dans un autre établissement. Pour les salariés, on contrôle la cohérence des différents montants financiers déclarés et la vraisemblance des caractéristiques de l'emploi occupé. Les informations sur les dates d'emploi, la durée de paye, le nombre d'heures salariées, la condition d'emploi (temps complet ou partiel) et le montant de la rémunération sont ainsi confrontés.

Un apport important de cette phase Qualité est le traitement des "jointures". Chaque salarié présent au 31 décembre de l'année précédente et absent de l'établissement au 1er janvier de l'année en cours est recherché dans un autre établissement et réciproquement. Cette recherche permet de détecter des disparitions massives sur certains établissements et des passages massifs entre deux établissements. On peut localiser les plus importants trous de collecte, les fermetures de gros établissements, les transferts entre établissements.

Une refonte importante de cette phase Qualité est actuellement à l'étude et devrait déboucher sur des améliorations à venir.

La phase "Statistique et diffusion" effectue différents calculs au niveau de l'établissement et de l'entreprise, et assure la production des fichiers destinés aux utilisateurs.

Ceux-ci comprennent pour chaque année, un fichier national d'entreprises, des fichiers régionaux d'établissements et des fichiers régionaux de postes de travail. Prochainement, seront également produits des fichiers régionaux sur les périodes de travail des salariés, qui contiendront l'identification complète des salariés, permettant ainsi, comme ne on sait le faire actuellement que sur le sondage au 25ème, d'associer toutes les périodes d'emploi relatives à la même personne.

La phase Collecte débute autour en Avril pour s'achever en Octobre ; la phase Qualité débute courant Août pour s'achever en Janvier de l'année suivante ; les traitements finaux prennent ensuite le relais, permettant une mise à disposition des produits de diffusion aux utilisateurs à partir du mois d'Avril, c'est à dire avec un décalage de l'ordre de 15 mois par rapport à la date de l'information.

L'exploitation informatique des DADS est, de loin, la plus volumineuse des applications annuelles de l'INSEE. **30 millions d'observations** sont traitées, et chacune d'elles comprend une centaine de variables. Ceci représente chaque année un volume d'environ **6 à 8 gigaoctets de données de base**. En prenant en compte les duplications nécessaires à la sécurité et les contraintes liées au format des fichiers mis à disposition des utilisateurs, on arrive pour l'ensemble des trois phases à un total annuel de **plus d'une centaine de gigaoctets** d'information tenant sur près de 900 cassettes.

Les DADS à l'INSEE, c'est aussi 2000 programmes informatiques, des fichiers annuels de résultats occupant 60 bibliothèques, enfin 40 personnes à temps plein, dans les deux pôles de Reims et Dijon, à la Direction générale et dans les centres informatiques.

3 - Définition du filtre utilisé pour l'exploitation des DADS de 1995

Comme il a été indiqué dans le texte, le filtre défini pour l'exploitation des DADS a plutôt tendance à surestimer l'emploi en acceptant un fort risque de doubles comptes, de façon à n'exclure du périmètre des "vrais emplois" que des postes correspondant sans aucun doute à de "très petits boulots". L'algorithme retenu est le suivant :

Première étape :

Salaire net pour l'année entière > 15600 Francs

OU

Nombre d'heures dans l'année > 300

---> OUI

Si on n'est pas dans ce cas, seconde étape :

Salaire net pour l'année entière < 5200 Francs

OU

Nombre d'heures dans l'année < 50

---> NON

Si la décision n'est toujours pas prise, c'est à dire si :

Salaire net pour l'année entière compris entre 5200 et 15600 Francs

ET

Nombre d'heures dans l'année compris entre 50 et 300

on passe à la troisième étape :

Salaire net ramené en équivalent année pleine > 10400 Francs

OU

Nombre de jours travaillés dans l'année > 12

OU

Rémunération horaire nette > 10 Francs 20 centimes

OU

Horaire moyen par jour > 1 heure

---> OUI

Si on est dans le cadre de la troisième étape et qu'aucune des quatre conditions finales n'est réalisée :

---> NON